

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LOI DU 1^{er} AOUT 1905
ET
SA PROCÉDURE NOUVELLE

Thèse pour le Doctorat

*Présentée et soutenue le samedi 10 décembre 1910,
à 3 heures*

Par M. WAVRIN

Président : M. LARNAUDE.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
POLITIS, agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

1910

LA LOI DU 1^{er} AOÛT 1903

SA PROCÉDURE

LA LOI DU 1^{er} AOUT 1905

ET

SA PROCÉDURE NOUVELLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
LOI DU 1^{er} AOUT 1905
ET
SA PROCÉDURE NOUVELLE

Thèse pour le Doctorat

*Présentée et soutenue le samedi 10 décembre 1910,
à 3 heures*

Par M. WAVRIN

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur.
POLITIS, agrégé.



PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA LOI DU 1^{er} AOUT 1905

ET

SA PROCÉDURE NOUVELLE

AVANT-PROPOS

Place de la loi de 1905 dans la répression des fraudes.

Tromper le contractant sur la qualité de la marchandise vendue a été de tout temps un délit. Cependant la loi n'a pas toujours appesanti ses rigueurs de la même façon sur les négociants malhonnêtes.

Le Code pénal, dans ses articles 423 et 477, § 2, condamnait à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende *minima* de 50 fr. quiconque avait trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, et enfin sur la nature de toute marchandise prise en général ; cette marchandise, corps du délit, était confisquée, les

faux poids et les fausses mesures brisées ; les boissons falsifiées répandues.

L'article 423 dispose encore que le Tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement qu'il viendra de rendre ainsi qu'une insertion dans tel journal qu'il lui plaira désigner.

Ces dispositions avaient été prises pour assurer le plus possible l'honnêteté dans les transactions, et aussi pour garantir les acheteurs contre les manœuvres criminelles et nuisibles des commerçants peu scrupuleux. Toutefois, la mise en vente, la détention de marchandises falsifiées et la tentative de tromperie n'étaient pas poursuivies, du moins dans les actes de commerce ordinaire, car certaines lois réglementaient le commerce des substances vénéneuses.

La première moitié du xix^e siècle vit promulguer quantité de lois plus protectrices de l'individu (1). L'Etat affirmait davantage son obligation de protéger les indi-

(1) Loi du 3 mars 1822 sur l'état de siège et les mesures sanitaires.

Loi du 28 juillet 1824 sur les altérations de nom ou suppositions de nom sur les produits fabriqués.

Ordonnance du 17 mai 1839 sur la vérification des poids et mesures.

Loi du 23 juin 1857 sur les contrefaçons.

Arrêté du 10 août 1848 établissant un comité d'hygiène publique.

Décret-loi du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les usines et manufactures.

vidus que, dans leur préoccupation constante d'assurer la force de la nation, la Révolution et l'Empire avaient quelque peu négligés.

La loi du 27 mars 1854 (1) est de celles-là, elle spécifiait déjà davantage et tendait « à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises ». Elle étendait l'article 423 aux falsificateurs de substances et denrées alimentaires ou médicamenteuses ; aux vendeurs de marchandises falsifiées ou corrompues, dont on prouverait la mauvaise foi, et enfin aux négociants qui, dans leur commerce, faisaient usage de faux poids et de fausses mesures.

L'article 3 de cette même loi allait encore plus loin : il prohibait la simple détention, dans un magasin, de marchandises corrompues ou falsifiées, ou encore de faux poids et de fausses mesures. L'amende était plus forte si les marchandises falsifiées étaient reconnues nuisibles à la santé.

Cette loi ratifie encore les dispositions de l'article 423 concernant l'affichage et la publicité à donner aux jugements, ainsi que la confiscation des marchandises avariées, qui étaient détruites si elles étaient nuisibles, ou mises à la disposition des établissements de bienfaisance si elles étaient propres à la consommation.

La surveillance des commerçants était exercée par des

(1) Cf. DE BORSSAT. *Législation nouvelle des fraudes et falsifications*, p. 41.

agents de l'ordre administratif sous la surveillance des maires ; l'article 8, pour stimuler leur zèle, accorde à la commune dans laquelle un délit de falsification a été constaté, les deux tiers de l'amende payée par l'inculpé.

Cependant, ces dispositions laissaient encore sans sanction :

1° La mise en vente de produits nuisibles non corrompus ;

2° La vente de ces mêmes produits si le vendeur ignorait la nature nuisible du produit ;

3° La simple tromperie sur la quantité, tare, usage de faux poids, manœuvres frauduleuses, instruments truqués, etc., ainsi que la provocation à la tromperie par manœuvres, produits spéciaux et réclames.

De plus, la loi du 27 mars 1854 ne concernait que les produits alimentaires solides ; elle laissait une grosse lacune que vint combler la loi du 5 mai 1855, qui déclara applicables aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1854.

Depuis lors, et bien avant la loi qui nous occupe, nombre de dispositions ont été prises pour enrayer les fraudes de certains produits spécifiés dont la nature se prêterait plus facilement à une sophistication qui pourrait devenir dangereuse par suite de l'usage quotidien de ces marchandises.

La première mévente des vins dans le Midi nous valut

la loi du 14 août 1889 (1), dite Loi Griffé ; cette loi est intéressante pour nous parce qu'elle définit le vin, dans son article premier : « Nul ne pourra expédier, vendre
« ou mettre, en vente sous la dénomination de vin, un
« produit autre que celui de la fermentation des raisins
« frais ». Tandis que le vin de sucre est « le produit de
« la fermentation des marcs de raisin frais avec de l'eau,
« qu'il y ait ou non addition de sucre, et le mélange de
« ce produit avec le vin dans quelque proportion que ce
« soit... » (article 2).

Il existe encore une troisième sorte de vin : le vin de raisins secs, que l'article 3 définit le « produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau ». Cette définition a été quelque peu modifiée par la loi du 1^{er} août 1905, qui refuse au moût (2) la qualité de vin : Elle est en cela contraire à la jurisprudence de la Cour de cassation qui a décidé qu'il fallait entendre par vin, non seulement le vin achevé et potable, mais encore le vin dans tous les états par lesquels il peut passer, depuis le moût jusqu'à la lie non parvenue à dessiccation complète.

La Loi Griffé a été complétée par la loi du 11 juillet 1891 (3), qui prohibe l'addition aux vins de sucre de marcs ou de raisins secs, de certains produits chimiques tels que colorants, acides sulfurique, nitrique, chlorhy-

(1) DALLOZ, Code pénal annoté, supplément, p. 283 et s.

(2) Le moût est le jus de raisin avant sa fermentation.

(3) DALLOZ, Code pénal annoté, supplément, page 283.

drique, salicylique, borique, ou chlorure de sodium au-dessus d'un gramme par litre. Elle interdit, sous les peines les plus sévères, le surplâtrage des vins (plus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre).

Les fûts contenant des vins plâtrés devront en porter l'indication en grosses lettres, de même que les factures et lettres de voiture de ces vins ; mais cette disposition n'a pas de sanction pénale.

D'autres lois moins importantes sont survenues depuis, réglant certains points de détails omis ou laissés dans l'ombre (1). Tous les produits alimentaires ont été, l'un après l'autre, l'objet de lois spéciales : Pour les beurres, une réglementation très sévère est intervenue, qui règle point par point la fabrication et la vente des beurres et margarines.

S'il faut en croire une ordonnance datant de 1396 dans laquelle le Prévôt de Paris met les consommateurs en garde contre les « mixtions artificieuses » que subit le beurre, la falsification de ce produit est très ancienne,

(1) Loi du 24 juillet 1894 tendant à réprimer l'alcoolisation et le mouillage des vins.

Loi du 6 août 1897 sur les vins, cidres et poirés.

Loi du 28 janvier 1903 sur les sucres.

Loi de finances du 31 mars 1903 (article 32 interdisant l'emploi du glucose dans la vinification).

Loi du 18 juillet 1904, sur les fraudes commerciales des vins, interdisant la fabrication du vin dans Paris.

et les règlements corporatifs ont toujours été très sévères à cet endroit (1).

La première loi intéressant la vente des beurres date du 16 avril 1897 (2). Elle a été suivie et développée par un décret, portant règlement d'administration publique, du 9 novembre 1897, qui s'attache surtout à réglementer la surveillance administrative des beurreries industrielles et de la vente des margarines, de l'oléo-margarine et du beurre.

Cette loi organise, pour la première fois en France, une procédure de prélèvement et interdit formellement la vente et la mise en vente, dans un même local, du beurre et de la margarine ; la vente sous le nom de beurre d'un produit qui n'est pas exclusivement le produit du lait battu avec de la crème ; la vente de la margarine, si l'acheteur n'est pas prévenu par une affiche qui doit se trouver à la porte du magasin, et si la margarine n'est pas contenue dans des récipients spéciaux de nature déterminée, portant en creux l'indication « margarine ».

L'emploi de la saccharine, particulièrement dangereux pour les consommateurs, ou de toute autre substance édulcorante artificielle ayant un pouvoir sucrant supérieur à celui du sucre de canne ou de betterave, est interdit dans la préparation des aliments, confitures, liqueurs,

(1) TOUBEAU, *La Répression des fraudes sur les produits alimentaires*, page 14.

(2) DALLOZ, supplément au Code pénal annoté, page 288.

sirops, par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902.

Il n'est pas jusqu'aux engrais qui n'aient été visés par une série de lois spéciales ayant pour principale raison la protection de l'agriculture. La loi du 4 février 1888 (1), suivie du décret du 10 mai 1889, punit la fraude dans le commerce des engrais ; elle indique les formalités nécessaires pour la vente des engrais qui ne peut se faire que sur échantillon, et organise une procédure de prélèvements. De plus, des indications très précises y sont données au sujet du dosage des éléments chimiques. Cependant cet arsenal de lois contre les fraudeurs ne suffisait plus, il fallait une loi générale pouvant englober toute fraude, toute tromperie, toute falsification, de quelque façon qu'elle se produisit. On voyait, en effet, des fraudeurs et des truqueurs réaliser des bénéfices énormes dans leurs transactions, par suite du prix de revient beaucoup moindre de leurs marchandises ; ils concurrençaient victorieusement sur les marchés les producteurs honnêtes ; cette manœuvre eut pour conséquence inévitable l'avilissement des prix et la dépréciation des marchandises. Ce qui cause grand tort aux négociants honnêtes. « La fraude des vins, c'est la fraude du marché des vins. » (2)

Les Américains, chez lesquels la fraude est très sévè-

(1) DALLOZ, supplément au Code pénal annoté, page 286.

(2) F. LARNAUDE, *La Répression des fraudes*.

rement réprimée par l'Administration, mais qui ont la liberté complète pour leurs exportations, ont inondé notre marché de produits falsifiés, sous l'œil bienveillant de leur Gouvernement. Ils nous envoient, sous de pompeuses dénominations, des produits hétéroclites qui n'ont de nom dans aucune langue. Ils découpent de la pieuvre à l'emporte-pièce et la rougissent avec un produit chimique quelconque et nous l'envoient sous la dénomination de homard. Il est certain que les élèves de leurs homarderies ne pourraient suffire à alimenter les marchés et satisfaire la demande. Comment veut-on que nos producteurs français puissent rivaliser contre une telle concurrence.

Le rhum n'est souvent que de l'eau-de-vie d'industrie dans laquelle on fait macérer de vieilles chaussures pour donner le parfum.

On vend en Allemagne du soi-disant champagne français au prix de un franc vingt-cinq la bouteille, et que l'on dénomme « seckt », pâle imitation de notre vin, qui n'est que du cidre très léger contenant en suspension de l'acide carbonique.

Si les bénéfices des falsificateurs augmentent, l'hygiène publique souffre grandement. On se souvient très certainement de la campagne acharnée menée il y a quelques années par les médecins contre le vin ; le vieux vin de France, dans lequel nos ancêtres avaient puisé leurs forces, rendait maintenant malades ceux qui le buvaient.

Le plâtre et l'acide sulfurique y étaient pour beaucoup.

Nous empruntons au Docteur Brouardel ces quelques lignes significatives : « Quand un homme a pris à son « premier déjeuner du lait conservé par l'adéhyde formique, quand il a mangé à son premier déjeuner du « jambon conservé par du borax, quand il a arrosé cela « d'une demi-bouteille de vin fuschiné ou plâtré à « l'excès, et cela pendant vingt ans, comment voulez-vous que cet homme ait encore un estomac ? »

La sophistication du lait cause par an la mort de milliers d'enfants en bas âge. Les journaux nous apprennent tous les jours que des accidents mortels ont suivi l'ingestion d'aliments gâtés et impropres à la consommation.

De plus, avec le développement que prennent les entreprises commerciales, avec cette concentration qui tend à gagner l'agriculture, la production devient peu à peu anonyme, le paysan, dont le produit s'ajoute aux produits du voisin, aura moins le sentiment de son honorabilité commerciale, sachant que son lait va être mélangé à d'autre lait destiné à la consommation d'une ville située quelquefois à cent kilomètres de chez lui. Il soignerait mieux ses produits s'il allait lui-même les vendre à sa petite clientèle du marché voisin (1).

(1) Mais les syndicats l'ont si bien compris qu'ils se sont gardés contre toute fraude de leurs membres ; c'est ainsi que notamment le Syndicat des producteurs de lait, fromages, beurre et betteraves de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe a mis à la disposition du département un agent de prélève-

Le garçon charbonnier qui n'est qu'un comparse, responsable, il est vrai, distrait facilement de sa voiture quelques sacs ou quelques kilogrammes qu'il vendra à son propre compte, arrondissant ainsi le produit de sa journée.

Il fallait donc une loi, suffisamment générale pour punir tous ces cas complexes et ceux que l'ingéniosité des fraudeurs ferait découvrir plus tard.

Dans la séance du 6 avril 1898, M. Méline, président du Conseil et Ministre de l'Agriculture, déposait sur le bureau du Sénat un projet de loi dont le rapporteur fut M. Marius Thévenet. Ce projet reprenait la proposition de loi faite par M. Gadaud au Sénat le 22 octobre 1895.

A part quelques modifications de détail, il devint la loi du 4^{er} août 1905 (1).

Cette loi groupe et résume toutes les lois précédentes ; elle précise et généralise les dispositions antérieures, en aggravant leurs sanctions.

Sa principale innovation, contenue dans l'article 11, est la création de toute une procédure spéciale de recherche et de constatation des délits de fraude.

« Il sera statué par des règlements d'administration
« publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exé-

ment à la suite de la loi du 16 avril 1897 qui prévoyait l'exécution de prélèvement en vue de la répression des beurres. Cette offre fut acceptée par le ministre de l'agriculture. Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur cette intervention des syndicats.

(1) DALLOZ, 1906-4-47.

« cution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention de denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

« 2° Les inscriptions et les marques indiquant, soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes, nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ;

« 3° Les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ;

« 4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits, et à reconnaître leur falsification ;

« 5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir les éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport. »

Cet article 11 prévoit donc la promulgation de règlements d'administration publique.

Le règlement d'administration publique est un acte

exécutif émanant du Président de la République et promulgué en vertu d'invitations prévues par des textes de lois votées par les Chambres (1) qui, dans des conditions qu'elles déterminent, lui imposent de faire usage du pouvoir que lui a donné la Constitution (2).

Ces règlements sont rendus, le Conseil d'Etat entendu, et promulgués au *Journal officiel*. Ils peuvent donc donner ouverture à un recours pour excès de pouvoir (3).

Ils ont l'immense avantage de permettre une réglementation rapide et adéquate à son objet sans autre intervention du Parlement.

Malgré son titre « Loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications de denrées alimentaires, et des produits agricoles », cette loi, pas plus que les décrets portant règlement d'administration publique qui la complètent, n'ont défini ni la falsification, ni la fraude.

La Cour de cassation dans un arrêt du 27 avril 1854 (4) laissait entendre que « la falsification des denrées alimentaires résulte de tout mélange frauduleux tendant « à détériorer la substance annoncée, soit qu'elle porte

(1) BERTHÉLEMY, *Traité de Droit administratif*.

(2) Cf. ESMEIN, *De la délégation du Pouvoir législatif. Revue politique et parlementaire*, 1894, tome I, page 200.

(3) *Le Pouvoir réglementaire du Président de la République*, par M. BERTHÉLEMY. *Revue politique et parlementaire*, t. XV, pages 1 et 322.

(4) DALLOZ, 1854-1-214.

« sur la nature ou sur la qualité de cette substance ». Cette définition, pour être complète, devrait viser l'addition de matières solides ou liquides (vinage et mouillage du vin) ou la soustraction de principes nécessaires à la composition du produit (écrémage du lait), sans que sa physionomie en soit changée.

Nous lui préférons cette définition plus moderne, dérivant de la jurisprudence, et que donnent MM. Monier, Chesney et Roux dans leur ouvrage.

Pour eux est falsification : « Toute opération tendant
« frauduleusement à détériorer, au préjudice de l'ache-
« teur, la substance de la chose annoncée, ou à présenter,
« sous le nom et les apparences d'un produit connu et dé-
« terminé, un autre produit ne contenant pas les éléments
« qui entrent dans la composition normale du premier. »

Au premier Congrès international pour la répression des fraudes, dit Croix-Blanche de Genève, tenu dans cette ville en septembre 1908, M. le docteur Hôton de Malines proposa la définition suivante : « La falsification est,
« en principe, toute modification apportée à la compo-
« sition normale d'une substance, destinée à la vente,
« sans que l'acheteur en soit expressément prévenu (1). »

Elle a l'avantage d'être assez large pour permettre d'établir autour de cette définition schématique toute une jurisprudence visant des cas particuliers. De plus, préconisée par des commerçants et des hommes de l'art,

(1) Cf. Compte-rendu du Congrès de Genève, septembre 1908.

elle a l'avantage de concilier le respect de la liberté commerciale avec les exigences de la loi.

D'après le Congrès international, il faut, pour trouver la falsification punissable, recueillir les quatre conditions suivantes :

1° Une modification à la constitution normale du produit annoncé :

Les deux congrès de l'aliment pur (Genève 1908 et Paris 1909) ont donné la définition complète et la constitution normale de chaque denrée, d'après des rapports d'industriels et de commerçants, indiquant quelles manipulations sont dangereuses et susceptibles de modifier la composition normale du produit. En France, des règlements sont prévus qui définiront toutes les denrées, quelques-uns déjà sont parus ;

2° Cette modification doit être frauduleuse :

La mauvaise foi seule établit le délit ; la modification apportée par erreur, inadvertance ou ignorance professionnelle n'est pas délictueuse ;

3° D'un produit destiné à la vente :

On ne peut poursuivre un débitant détenant pour sa propre consommation un produit falsifié (1) ;

4° Sans que l'acheteur en ait été averti :

C'est l'intention frauduleuse, ceci pour les marchandises vendues au poids. Beaucoup de négociants se sont demandé longtemps s'il fallait vendre leurs produits

(1) Cass. crim., 25 juin 1908. Gaz. Pal., 21 octobre 1908.

poids brut ou net. L'indiquant sur leurs factures et sur l'enveloppe de leurs marchandises, ils doivent échapper à la loi.

Avant la loi du 1^{er} août 1905, et surtout avant la loi Griffe, nombre de marchands de vin, pour éviter des poursuites, indiquaient, sur un écriteau placé bien en vue dans leur boutique, que tous les vins qu'ils vendaient étaient mouillés ; de cette façon l'intention frauduleuse ne pouvait être relevée contre eux.

La fraude est plus complexe à définir : Ce nom évoque de suite l'intention coupable de tromper par quelque moyen que ce soit, en abusant de l'ignorance ou de la confiance de l'acheteur. Beaucoup de manipulations de produits qui ne sont pas des falsifications peuvent devenir des fraudes et punissables au même titre. En fait, la loi ne distingue pas, ce qui constitue la fraude c'est surtout l'intention frauduleuse : Le coupage d'un vin fort avec un vin faible en principes alcooliques est une fraude punissable s'il y a intention de tromper. D'après la Cour de cassation, est fraudeur le négociant vendant sous le nom de kirsch, rhum, absinthe, des alcools parfumés avec une essence appropriée.

Certains producteurs ont été recherchés comme falsificateurs pour avoir vendu, sous un nom particulier, des perles fondues et reconstituées chimiquement, tandis que d'autres furent considérés comme fraudeurs qui avaient bouché, avec un produit agglutinant spécial, les fissures

de perles imparfaites, ils les avaient fait passer au tour et vendues pour authentiques.

Les innovations, que nous allons étudier, apportées par la loi en matière de fraude, n'ont pas abrogé la procédure ordinaire : Le contractant lésé peut, comme le lui permettent les articles 67, 182, 183 du Code d'instruction criminelle, provoquer l'intervention de la justice, soit par une plainte en se portant partie civile, soit par citation directe devant le Tribunal correctionnel, rapportant ainsi la preuve suivant les règles du droit commun.

Toute personne lésée par un délit peut en demander la réparation devant le Tribunal correctionnel, soit en citant elle-même l'auteur du délit devant le Tribunal qui se prononcera sur l'action publique et sur l'action civile, soit en se portant partie civile au cours d'une poursuite exercée par le ministère public avant la clôture des débats (1).

Mais là n'est pas le but de ce travail ; ce que nous devons étudier, c'est la procédure nouvelle contenue en puissance dans l'article 11 et développée tout au large dans les règlements d'administration publique.

Cette procédure comprend deux parties : La première purement administrative (prélèvement et analyse). La seconde judiciaire (instruction et expertise contradictoire).

(1) LE POITTEVIN, *Dictionnaire des Parquets*, tome III, 5^e partie civile, § 11.

PREMIÈRE PARTIE

La phase administrative.

CHAPITRE PREMIER

Les Prélèvements.

La première phase de la procédure, c'est le prélèvement.

Prélever, c'est réquisitionner chez un marchand ou toute autre personne tenant boutique, une quantité déterminée de marchandise à fin d'analyse, et ce dans un but de surveillance préventive.

Le prélèvement n'emporte pas de la part de l'agent

chargé de ce service suspicion à l'égard du négociant prélevé ; ce que l'on cherche, ce n'est pas le marchand, c'est sa marchandise. Il n'appartient pas, en effet, à l'agent verbalisateur de dire si le produit est suspect ou s'il ne l'est pas, il se contente, comme nous le verrons plus loin, de séparer un échantillon qui restera anonyme.

Donc, hors de tout soupçon de fraude et sans porter atteinte à la liberté individuelle, un agent de ce service spécial peut s'introduire dans une boutique pour prélever.

Ce mode de procéder, assez récent en France, a suscité, de la part de ceux qui en sont l'objet, une levée de boucliers générale : il n'est pourtant pas nouveau, et certains pays l'emploient avec succès depuis longtemps, les négociants habitués ont cessé leurs récriminations.

En Angleterre, un act du 11 août 1875, dit « The sale of Food and Drug's », autorisait tout officier de santé, inspecteur de la salubrité, inspecteur des poids et mesures, inspecteur des marchés, à acheter aux frais de l'autorité locale dont il tenait ses pouvoirs des échantillons de denrées ou de drogues (1).

L'article 17 de cette loi stipulait : « Lorsque l'officier de santé, inspecteur ou constable dont il s'agit voudra acheter un article alimentaire ou de droguerie, exposé en vente ou mis en vente au détail dans quelque lieu,

(1) TOUBEAU, *La Répression des fraudes sur les produits alimentaires*, page 44.

« magasin ou dépôt, il offrira le prix pour la quantité
« demandée, dans le but de le faire analyser, quantité qui
« ne doit pas dépasser ce qui est raisonnablement néces-
« saire ; le vendeur, s'il refuse audit officier inspecteur
« ou constable, sera passible d'une amende n'excédant
« pas dix livres. »

L'Angleterre posséda donc la première l'embryon de cette procédure de prélèvement.

L'Allemagne, par une loi du 14 mai 1879, et l'Autriche par une disposition analogue du 16 janvier 1898 ont autorisé les agents de police à pénétrer dans les boutiques où étaient exposées et mises en vente des denrées alimentaires, ainsi que certains autres produits désignés, ils peuvent encore prélever des objets à leur choix contre récépissé de dépôt.

La loi belge du 4 août 1890 est très explicite sur ce sujet, nous y reviendrons au cours de ce chapitre.

En France, d'ailleurs, les pharmaciens et les herboristes reçoivent chaque année la visite inopinée d'une délégation de l'Ecole de pharmacie qui doit se rendre compte du fonctionnement de l'officine.

Pour les commerçants ordinaires, des inspecteurs avaient été chargés de faire des prélèvements chez les débiteurs. Un arrêté du Préfet de police, pris en 1881, a même prévu la création d'un laboratoire municipal à Paris, et confié à 26 inspecteurs experts le soin de prélever chez les commerçants parisiens des marchandises

divisées en trois échantillons ; on ne connaissait pas alors l'expertise contradictoire.

Un arrêté municipal du maire de Lyon, du 8 mai 1883, crée un laboratoire municipal, alimenté par les prélèvements établis en deux échantillons.

Aucune loi jusqu'ici n'était intervenue lorsque, le 16 avril 1897, fut votée la loi sur les beurres, qui rendit générale cette pratique du prélèvement. Ce n'était là qu'une étape vers une réglementation complète, et le décret du 31 juillet 1906 a apporté les dernières prescriptions en cette matière.

§ 1^{er}. — QUI PEUT PRÉLEVER.

« Le service chargé de rechercher et de constater les
« infractions à la loi du 1^{er} août 1905 est organisé par
« l'Etat, avec le concours éventuel des départements et
« des communes.

« Le fonctionnement de ce service est assuré sous
« l'autorité du Ministre de la justice, du Ministre de l'a-
« griculture, du Ministre du commerce, de l'industrie
« et du travail, dans les départements par les préfets ;
« dans le ressort de la Préfecture de police, par le Préfet
« de police (1).

« Les autorités qui sont qualifiées pour opérer ces
« prélèvements sont :

(1) Article 1^{er} du décret du 31 juillet 1906.

« Les commissaires de police ;

« Les commissaires de police spéciale des chemins de
« fer et des ports ;

« Les agents des contributions indirectes et des doua-
« nes, agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonc-
« tions ;

« Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abat-
« toirs.

« Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires
« peuvent être individuellement désignés par les préfets
« pour concourir à l'application de ladite loi du 4^{er} août
« 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

« Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués
« par les départements ou les communes pour concourir
« à l'application de ladite loi, ces agents devront être
« agréés et commissionnés par le préfet (1). »

Dorénavant, c'est donc l'Etat qui prend en mains le service de la répression des fraudes qui avait été confié auparavant à l'initiative des préfets, et surtout des maires ; ceux-ci, en effet, étaient, par la loi du 15 février 1902, « tenus, afin de protéger la santé publique, de déterminer après avis du conseil municipal, et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlement sanitaire », les mesures nécessaires pour sauvegarder l'hygiène publique (2).

(1) Article 2 du décret précité.

(2) Article 1^{er} de la loi du 15 février 1902.

L'article 26 continuait : « à défaut par les villes et les départements d'organiser les services de la désinfection et les bureaux d'hygiène et d'en assurer le fonctionnement dans l'année qui suivra la mise en exécution de la présente loi, il y sera pourvu par des décrets en forme d'administration publique ». En vertu donc de cette obligation impérative, les maires prenaient dans leurs communes des arrêtés concernant l'eau potable, le curage des fossés, les abattoirs, les poids et mesures, les falsifications et les fraudes, etc.

A la suite de la loi du 1^{er} août 1905, l'Etat seul prend en mains le service de la répression des fraudes, laissant seulement aux départements et aux communes le soin de collaborer à son œuvre, après leur avoir désigné leurs auxiliaires les plus précieux. Les préfets et les maires gardent donc, comme par le passé, le droit de prendre des arrêtés en cette matière.

Les agents chargés de prélever appartiennent à l'ordre administratif, ordre auquel est dévolu l'exercice de la police générale par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, et qui a vu à la suite du décret du 31 juillet 1906 ses pouvoirs augmenter considérablement, malgré les prescriptions impératives du principe de la séparation des pouvoirs.

Nous avons imité en cela les autres nations, qui toutes ont confié au pouvoir administratif le service de la répression des fraudes.

L'article 2 du décret du 31 juillet 1906 distingue deux catégories d'agents de prélèvement :

Ceux qui sont désignés expressément par le décret et n'ont besoin d'aucune autre désignation ou de commission spéciale de la part du Préfet ; le simple énoncé de leur titre doit leur ouvrir les boutiques des commerçants, ce sont les commissaires de police et les autres agents du fisc agissant dans l'exercice de leur profession.

A la seconde catégorie appartiennent ceux qui, sans avoir été au préalable chargés d'aucune mission spéciale de police ou d'hygiène, sont commissionnés par les préfets ; nous avons vu, entre autres, des syndicats mettre des agents salariés par eux à la disposition de l'administration ; ces agents doivent, à notre avis, exhiber leur commission.

Il ressort encore de ce décret que le Préfet peut commissionner, à titre d'agent départemental ou communal, toute personne qu'il lui plaira, sans qu'aucune capacité spéciale ne soit requise pour cette fonction. Son rôle étant purement automatique, puisqu'il se contente de prélever suivant des règles bien définies, sans donner son avis sur la qualité du produit prélevé. Tel est l'avis de M. Ruau, ministre de l'agriculture, qui répondait à une lettre du Préfet de l'Hérault le consultant sur ce point. « Mais en ce qui concerne la qualité d'agent départemental, si des raisons d'ordre financier ne vous obligent pas à vous autoriser d'un vote du Conseil

général, il suffira que vous la confériez vous-même à telle personne que vous jugerez apte à remplir ce rôle et à être agréée en vue de la répression des fraudes.

Cette attribution de qualité et cet agrément pourront se faire par un seul et même arrêté. . . » (1)

Munis de ces instructions, les préfets et les maires ont fait commissionner dans leur commune les gardes champêtres et appariteurs assermentés.

Cependant ces fonctionnaires, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, ne peuvent agir à leur fantaisie, ils doivent s'en tenir aux ordres de leur supérieur, le Préfet, qui peut refuser de prendre livraison d'un prélèvement opéré sans son ordre. Celui-ci dispose des crédits ouverts pour assurer la répression des fraudes, il ne peut entraîner son Département au-delà des crédits qui lui ont été alloués par l'administration des Contributions Indirectes (2).

Ils ne peuvent aussi prélever que dans le ressort de leur compétence territoriale, l'agent départemental dans le département pour lequel il est commis, l'agent communal dans sa commune seulement. Un commissaire du Service de la répression des fraudes, désigné à Paris pour telle section, ne peut opérer en dehors.

Donc l'assentiment du Préfet suffit seul pour appeler aux délicates fonctions d'agent de prélèvement ; cet

(1) TOUBEAU, *La Répression des fraudes alimentaires*, p. 100.

(2) Circulaire du ministre de l'agriculture du 26 février 1907.

accès si facile d'un poste si délicat a soulevé une grave question : Devait-on faire assermenter les agents commissionnés par le Préfet ?

Les pouvoirs redoutables détenus par ces agents auraient dû militer en faveur de la thèse affirmative, les gardes-chasse particuliers, les gardiens de squares prêtent serment, pourquoi les agents de prélèvement ne feraient-ils pas de même ?

Pourtant le Ministre de l'Agriculture et celui de la Justice ont été d'accord pour ne point exiger cette formalité ; peut-être partaient-ils de ce principe que le prélèvement, mesure simplement préventive et opération de triage, n'avait pas besoin d'être entouré de garanties si fortes, la confiance des Préfets devant suffire.

Ces bonnes raisons n'ont pas suffi à quelques tribunaux : ceux de Moulins et de Montargis notamment se prononcèrent en sens contraire et annulèrent les procédures faites par des agents non assermentés (1). La Cour d'appel de Riom, suivie par la Cour de cassation, réforma le jugement de Moulins par un arrêt rendu le 5 février 1908 (2), interprétant le décret du 31 juillet 1906 au sens strict, comme toute disposition pénale doit l'être, dit qu'il n'y avait lieu d'exiger un serment non prévu par ce décret.

A la suite des événements du Midi, qui sont encore

(1) Trib. corr. Moulins. *Le Droit*, 11 janvier 1908.

(2) *Gaz. Pal.*, 1908-1-558.

présents à la mémoire de tous et au cours desquels l'apôtre Marcellin Albert jetait le cri d'alarme « Sus à la fraude ! », un décret intervint le 24 octobre 1907, qui organisa un service spécial fonctionnant au Ministère de l'Agriculture sous la direction de M. Eugène Roux, dit Service de Répression des fraudes ; il comprend un inspecteur général et quatorze inspecteurs de la Répression des fraudes, « dont trois spécialement chargés du service des beurres ». Ces fonctionnaires sont en quelque sorte l'état-major du service gigantesque qui enserre la France, ces agents sont soustraits à l'autorité du préfet et ne doivent de comptes qu'à l'Administration centrale.

Prévu par ce décret, l'arrêté ministériel du 5 novembre 1907 divisa la France en douze circonscriptions dont les chefs-lieux sont : Paris, Lille, Caen, Nantes, Tours, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Lyon, Orléans et Nancy (1).

Paris et le département de la Seine jouissaient de cette organisation à peu de détails près, mais une ordonnance rendue par le Préfet de police le 15 juillet 1910 et parue au Bulletin municipal du 12 août suivant, a changé de fond en comble cette organisation. Le Service d'inspection des poids et mesures et celui de la Répression des fraudes sont désormais fusionnés.

« Le nouveau service a pour mission principale d'as-

(1) MONIER, CHESNEY, ROUX, *Traité théorique et pratique des fraudes et falsifications*, p. 180.

sur, dans Paris et les communes du ressort de la Préfecture de police, la loyauté des transactions sur toutes marchandises et la salubrité des denrées alimentaires, par l'application des lois et règlements en matière de poids et mesures, de fraudes et de falsifications.

« Il veille en outre à l'exécution des règlements et ordonnances relatifs à la protection de la santé publique en ce qui concerne la fabrication, la vente ou l'usage des produits usuels, papiers, ustensiles, jouets, etc. » (Art. 2.)

Peut-être trouvons-nous là une application de la législation suisse, qui soumet au contrôle de la loi « le commerce des articles de ménage et objets usuels, dans la mesure où ils peuvent être dangereux pour la santé ou la vie » (1).

Ce nouveau service surveille la vente des eaux minérales naturelles et la fabrication des eaux minérales et gazéifiées, la vente des artifices et des huiles minérales au détail.

Les commissaires de police du service rempliront en outre les fonctions d'inspecteurs-adjoints du service d'inspection des pharmacies, ils procéderont à ce titre, sauf dans les pharmacies et herboristeries qui restent sous la direction de l'Ecole supérieure de pharmacie, à la visite annuelle prescrite par la loi dans les établissements où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des

(1) Loi du 8 décembre 1905, article 1, § 2.

produits médicamenteux ou hygiéniques, c'est-à-dire les épiciers, les coiffeurs, les parfumeurs, les dépôts d'eaux minérales naturelles et les fabriques et les dépôts d'eaux minérales artificielles.

Enfin, ce Service contrôle l'application des lois et règlements sur le repos hebdomadaire désignés par les circulaires des 22 décembre 1906 et 17 novembre 1908.

Ce nouveau service comprend un commissaire de police, inspecteur principal, et vingt-deux commissaires de police inspecteurs, ayant chacun sa circonscription. Ces commissaires agissent concurremment avec les inspecteurs des ventes en gros et les vétérinaires opérant dans le périmètre des Halles.

Non seulement ces fonctionnaires font des prélèvements, mais encore ils établissent pour le Ministère de l'Agriculture des rapports sur l'application des lois, règlements et instructions ministérielles.

Un officier ministériel, à qui la loi n'a donné aucun pouvoir spécial mais que la jurisprudence reconnaît comme pouvant effectuer des prélèvements valables, c'est l'huissier (1). Son concours peut être précieux, il permet aux particuliers de poursuivre facilement un fournisseur indélicat, et aux commerçants en détail de se défendre contre le marchand en gros : Si, par exemple, un cabaretier est inquiété pour avoir vendu du

(1) MONIER, CHESNEY et ROUX, *Traité théorique et pratique sur les fraudes et falsifications*, p. 186.

vin mouillé, ce négociant, sûr de sa bonne foi, n'a qu'une façon de faire prendre son fournisseur en gros, c'est de faire opérer des prélèvements avant que la marchandise qui doit lui être livrée n'entre dans sa cave. Pour cette opération, il peut solliciter un agent désigné par l'article 2 du décret de juillet 1906, qui ne peut refuser ce service. Cependant, en général, on s'adresse à l'huissier ; celui-ci se rend sur les lieux, rédige un constat, opère le prélèvement qui est livré au laboratoire dans les conditions que nous verrons plus loin. La procédure est bonne et valable jusqu'à inscription de faux si elle a été conforme aux dispositions de la loi.

La loi belge du 4 août 1890 (1) semble avoir servi de modèle à la nôtre. Son article 2 cependant confie « au bourgmestre et aux agents du gouvernement » la mission de surveiller l'exécution des lois et règlements. L'Etat, concurremment avec les communes, punit la fraude, mais il laisse à cette dernière son action entière et indépendante.

Les pouvoirs des fonctionnaires belges sont beaucoup plus étendus. Alors que les agents du service français ne peuvent que prélever, c'est-à-dire s'assurer de la nature et rechercher les défauts des denrées et substances alimentaires vendues, débitées, exposées et mises en vente ou transportées, en en distrayant des échantillons, les agents de prélèvement belges peuvent saisir les objets employés dans la fabrication ou la préparation des

(1) TOUBEAU, *La Répression des fraudes alimentaires*, p. 55.

denrées alimentaires dont l'usage leur paraîtrait nuisible ou dangereux ou serait manifestement une cause de danger pour la santé publique. Ils peuvent encore mettre momentanément sous séquestre, en attendant le résultat de l'analyse, la marchandise qui leur paraît suspecte. A Paris, l'article 10 de l'arrêté du 15 juillet 1910 permet aux inspecteurs de saisir les denrées manifestement corrompues.

En Suisse, l'article 2 de la loi du 8 décembre 1905 prévoit que les prélèvements pourront être effectués par :

- 1° Les autorités cantonales de surveillance ;
- 2° Le chimiste cantonal ;
- 3° Les inspecteurs cantonaux de denrées alimentaires ;
- 4° Les autorités sanitaires locales ;
- 5° Les inspecteurs des viandes.

La législation des Etats-Unis, le « Pure Food Bill » promulgué le 30 juin 1906 (1), présente ceci de particulier que tout citoyen peut exiger chez un négociant une petite quantité de marchandise et indiquer l'usage qu'il veut en faire et la porter au Bureau de Chimie du Département de l'Agriculture.

§ 2. — OÙ PEUT-ON PRÉLEVER.

Des prélèvements d'échantillons peuvent en toutes circonstances être opérés d'office dans les magasins, bouti-

(1) *Bulletin mensuel de l'office de renseignements agricoles*, septembre 1906.

ques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques (1).

Cette énumération est limitative ; il suit de là que les agents ne peuvent s'introduire dans le domicile des citoyens, car si la société a le droit de se prémunir contre les denrées nocives vendues par les commerçants et les industriels, elle ne peut selon son bon plaisir violer leur liberté individuelle et pénétrer dans leurs appartements privés.

Des travaux préparatoires de la loi du 16 avril 1897 (2) et de la jurisprudence, il résulte que les agents de prélèvement ne peuvent s'introduire chez le paysan fabriquant du beurre et qui ne vend que le produit de sa ferme (3).

Cependant, un endroit peut être public sans être ouvert aux clients : une salle à manger devient lieu de prélèvement si elle sert momentanément de resserre à marchandises (4). Les caves d'un particulier cessent

(1) Article 4 du décret du 31 juillet 1906.

(2) *Journal officiel*, séance du 8 août 1897.

(3) Lille, trib. corr., 22 avril 1910. *La Loi*, 1^{er} septembre 1910.

(4) Cass. crim., 4 juin 1908. *Gaz. Pal.*, 11 juillet 1908.

d'être sacrées si celui-ci les prête à un commerçant qui y dépose sa marchandise. De même, un voiturier doit laisser visiter les denrées qu'il transporte quoiqu'elles ne lui appartiennent pas ; il n'en serait pas de même s'il transportait une matière non sujette à prélèvement, du fer par exemple.

Les agents de prélèvement ne peuvent se livrer à leur contrôle que « durant les heures consacrées habituellement aux affaires, ou pendant lesquelles les locaux sont ouverts au trafic », ainsi s'exprime la loi suisse. La loi de 1905 est sur ce point d'accord avec la jurisprudence générale : La boutique, lorsqu'elle est fermée, devient un logis privé.

Les prélèvements sont facultatifs dans la plupart des cas, mais si l'agent s'aperçoit qu'une marchandise est manifestement falsifiée, corrompue ou toxique, il doit prélever ; il y a pour lui obligation impérieuse de constater le délit même par tout autre moyen que celui du prélèvement ; il est naturel que si un marchand de vins ou de lait est pris en flagrant délit de mouillage à la borne-fontaine, un procès-verbal non suivi de prélèvement suffira à établir sa culpabilité. Néanmoins, si, dans ce cas, il y a prélèvement et que l'état de corruption des matières prélevées ne le permet pas, il en sera fait mention au procès-verbal (1). Nous sommes ici dans le cas

(1) Circulaire aux agents de prélèvement du 12 mars 1907.

de flagrant délit et nous devons nous rappeler que les délits punis par la loi du 1^{er} août 1905 peuvent être établis suivant les règles du droit commun.

§ 3. — COMMENT DOIT-ON PRÉLEVER.

Le décret du 31 juillet 1906 s'est beaucoup étendu sur cette matière, il fixe point par point les devoirs des agents chargés de prélever. Nous suivrons les divisions que lui-même a tracées et qui simplifieront beaucoup cette étude.

Nombre des échantillons prélevés.

Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres destinés éventuellement aux experts (1).

La prescription de l'article 5 est catégorique ; il faut au moins quatre échantillons, et ceci s'explique par le nombre de personnes prévues par la procédure qui seront appelées à donner leur avis sur le produit prélevé :

Le premier échantillon est destiné au laboratoire pour l'analyse administrative ;

Les trois autres pour l'expertise contradictoire :

Un pour l'expert commis par le Parquet ;

Un pour le contre-expert désigné par l'inculpé ;

(1) Article 5 du règlement du 4 juillet 1906.

Un quatrième enfin est conservé éventuellement pour le tiers expert chargé de départager les experts en cas de divergences de vues.

Ajoutons qu'il est toujours laissé au négociant qui en fait la demande un cinquième échantillon, ou échantillon témoin, mais celui-ci n'est revêtu d'aucune marque ou cachet et ne présente pas le caractère d'authenticité des quatre autres échantillons. Il est destiné au commerçant qui pourra, de cette façon, faire procéder à l'analyse pour son propre compte dans un laboratoire privé et savoir à l'avance si une expertise contradictoire pourrait être demandée par lui avec chance de succès quant au résultat final. Cette pratique n'a rien d'officiel, elle est laissée à la volonté des agents chargés d'effectuer les prélèvements (1).

Si la loi belge n'exige que deux échantillons, c'est que les nécessités de l'expertise contradictoire ne l'y obligent pas, on ne réserve, en effet, des échantillons que pour l'analyse administrative et pour l'expertise ordonnée par le Parquet ; si le négociant se réserve de demander une contre-expertise, il peut en être prélevé un troisième destiné à l'expert chargé de la contre-expertise.

L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse ont suivi sur ce point la pratique belge.

On a beaucoup discuté, dès l'apparition du règlement

(1) Instruction aux agents de prélèvement du 12 mars 1907.

de juillet 1906, pour savoir si les quatre échantillons doivent être exigibles sous peine de nullité absolue.

Le Tribunal de la Seine (8^e chambre), dans un jugement du 7 décembre 1907 (1), a estimé que « la loi ayant prévu quatre échantillons en précisant l'emploi de chacun d'eux, les agents n'ont ni le droit d'en faire moins, ni le droit d'en faire plus ; qu'ils ont donc un pouvoir strict, limité et raisonné ». D'autres jugements ont suivi confirmant cette jurisprudence (2). Certains tribunaux de province (3) n'ont sanctionné de nullité que les infractions au décret, capables de nuire aux intérêts de la défense de l'inculpé.

A Paris même, la Cour d'appel (1^{er} février 1908), sur appel du jugement de la 8^e chambre du 7 décembre 1907, s'est donné pour mission la lourde tâche de soutenir que l'inculpé ayant renoncé à l'expertise contradictoire, il n'est plus nécessaire qu'il y ait quatre échantillons, ceux qui n'ont pas servi étant demeurés inutiles ; le fait donc de ne prélever que trois échantillons ne constituait pas une cause de nullité.

La jurisprudence de la Cour de cassation a depuis longtemps consacré ce principe (4), disant que « les nullités étant de droit étroit, il ne saurait y être suppléé

(1) *Le Droit*, 11 janvier 1908.

(2) 25 novembre 1907, 30 novembre 1907. *Le Droit*, 15 janvier 1908.

(3) Belfort, 21 février 1908. *Le Droit*, 10 mars 1908.

(4) Cass. crim., 10 avril 1908. *La Loi*, 2 mai 1908.

à moins qu'il ne s'agisse de l'inobservation de prescriptions substantielles au droit de la défense ».

Il va sans dire que tous les tribunaux ont suivi maintenant cette jurisprudence.

Nous ne partageons pas cette manière de voir ; à notre avis, il faut se reporter au moment où le prélèvement est opéré, celui-ci étant encore une opération administrative sans constatation de délit, qui ne deviendra judiciaire que plus tard, doit être absolument nulle si elle ne remplit pas les conditions qu'on lui demande, sans qu'il puisse être préjudicié de l'intention du prélevé, devenu prévenu, de demander ou de refuser l'expertise contradictoire ; si le prélèvement a été incorrect, le Juge d'instruction ou le Procureur de la République est obligé de proposer à l'inculpé ce qu'il sait fort bien ne pouvoir lui accorder.

On a dit aussi qu'il ne fallait pas confondre loi avec règlement d'administration publique ; que ce n'est pas la loi de 1905 qui a créé le système de la procédure de prélèvement, mais bien le règlement du 31 juillet 1906 et que les conditions édictées par lui ne l'ont pas été sous peine de nullité. Mais ce règlement n'était-il pas contenu en substance devant la loi ? Nous avons vu que les règlements sont les succédanés de la loi, puisque le Président de la République qui le signe agit en vertu de la Constitution et sur l'invitation des Chambres ; or, la loi pénale doit être interprétée dans son sens étroit et tout

doute, toute lacune doivent intervenir en faveur de l'inculpé. A vous, Administration, à prendre toutes vos précautions contre les fraudeurs, dans cette lutte que vous leur déclarez sans merci, une faute de tactique de votre part doit vous être préjudiciable. Si vos prélèvements vous ont permis de constater une adultération quelconque, mais que par votre faute vous ne puissiez poursuivre utilement devant le Tribunal, vous avez toujours la ressource d'opérer un autre prélèvement quelque temps après, et il y a beaucoup de chances pour que celui qui a fraudé continue comme par le passé, vous pourrez le reprendre facilement.

Il faut, en effet, agir avec une très grande prudence, les intérêts supérieurs qui sont en jeu sont trop grands pour qu'on puisse les traiter à la légère.

Cependant, nous tenons pour valable un prélèvement effectué dans des conditions spéciales d'urgence et de rapidité telles que, n'ayant pu être divisé en quatre échantillons sur place, il a pu l'être après. Voici, par exemple, un agent faisant un prélèvement sur la voiture d'un laitier, il saisit une bonbonne contenant dix litres, il n'a pas sous la main ce qu'il faut pour diviser en quatre échantillons d'un litre chacun, comme l'indiquent les décrets. Il scelle la bonbonne, l'envoie au laboratoire; celui-ci trouve le lait mouillé ou écrémé; poursuite devant les tribunaux. L'expert désigné par l'inculpé peut faire son analyse; cette manière de prélever,

quoique sujette à caution, n'aura nui à aucun intérêt de l'inculpé (1).

Pour sauvegarder encore davantage les intérêts du petit commerçant, le service de la Répression des fraudes a institué un système spécial de prélèvements, c'est le prélèvement double ou de comparaison, que l'on peut appeler jumelé. On opère simultanément chez les commerçants au détail et chez le fournisseur en gros : de cette façon, si le produit est falsifié, on arrive à déterminer facilement à qui incombe la responsabilité du délit. Mieux encore, le lait expédié peut être l'objet de trois prélèvements, l'un au sortir de la traite, un second en gare, sur le wagon dans lequel il a été expédié, enfin dans la terrine même du détaillant : les garçons laitiers ayant la triste mais notoire réputation d'être des mouilleurs acharnés. Le laboratoire reçoit trois échantillons à analyser, il peut les comparer et donner ainsi une indication plus précise.

Une pratique courante consacrée par l'usage, surtout dans les vins, veut que l'envoyeur, pour se garantir contre son acheteur, fasse prélever au départ par un huissier ou par un agent compétent une petite partie de son envoi, se réservant plus tard de le représenter s'il y a contestation sur la valeur intrinsèque du produit. De son côté, avant de laisser entrer son envoi en cave et d'en accepter livraison, le débitant fait prélever une quantité

(1) Cass. crim., 5 juillet 1908. *Le Droit*, 3 décembre 1908.

destinée à l'analyse pour établir les responsabilités à encourir.

L'Angleterre à ce point de vue a adopté un système qu'elle est seule à posséder : lorsque l'individu poursuivi se prétend victime de son vendeur, qui lui avait garanti la qualité de la marchandise, son excuse ne vaut que si dans les sept jours de l'assignation il a envoyé au poursuivant copie de l'engagement de garantie avec déclaration qu'il entend s'en prévaloir (le poursuivant peut être le ministère public ou une partie civile), et qu'autant qu'il a également signifié son intention au garant. Le garant a le droit de figurer au débat et de s'y défendre ; c'est une véritable procédure de mise en cause (1).

Pour permettre toute latitude aux opérateurs du laboratoire, il est prescrit de prélever des échantillons autant que possible identiques (2).

Ce même décret a prévu des arrêtés ministériels pris à la suite des délibérations de la Commission permanente et qui régleraient la quantité minima à prélever pour obtenir des échantillons homogènes ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons. Les quantités ont été prévues pour que les experts puissent facilement se livrer à leur besogne.

Après chaque prélèvement, il est laissé à la partie inté-

(1) Cf. *Annuaire de Législation étrangère*, tome XXIX, p. 7.

(2) Article 7 du décret du 31 juillet 1906.

ressée un récépissé de la marchandise enlevée. Nous verrons plus loin l'usage qui en est fait.

De plus, ajoutons que l'agent chargé de prélever les quatre échantillons est tenu de ménager le plus possible les intérêts du marchand ; il ne faut pas que cette perception, faite au détriment du prélevé, nuise non seulement indirectement mais directement à son commerce ; il ne faut pas que, sous prétexte d'enlever quatre litres de vin à un marchand, on lui évente ou lui abîme une pièce tout entière ; des recommandations très précises ont été faites à ce sujet par M. le Ministre de l'Agriculture dans sa circulaire du 14 janvier 1908. « On sait que certaines boissons ne peuvent, sans s'altérer profondément, rester dans des fûts en vidange. C'est le cas des vins, des bières, des cidres. Vous devez donc vous efforcer d'effectuer les prélèvements dans des conditions telles que l'expéditeur soit à même de remplir le fût à nouveau ; il conviendrait à cet effet de lui envoyer un avis aussitôt après le prélèvement, ou que le destinataire ait pu prendre livraison avant que le produit ait eu le temps de s'altérer dans le fût en vidange. Autrement dit, il est désirable que les prélèvements de cette nature soient effectués au départ ou à l'arrivée. »

La circulaire continue en rappelant aux agents leur obligation d'agir avec tact et mesure à l'égard des commerçants.

Rédaction du procès-verbal.

A l'encontre des autres, le procès-verbal d'un agent de prélèvement est fait sur papier libre.

Il doit contenir :

1° Les nom, prénoms, qualités, résidence de l'agent verbalisateur ;

2° La date, l'heure du prélèvement, les conditions dans lesquelles celui-ci a été effectué. Si ce sont des liquides : où il a été prélevé et les inscriptions portées sur le contenant (celles-ci pouvant être une cause de délit), les mentions de la lettre de voiture ou du connaissement (1), et en général toutes les indications que l'agent jugera utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise ;

3° Les nom, prénoms et domicile du prélevé ;

4° La signature de l'agent verbalisateur. Si le prélevé refuse de signer, mention doit en être faite ainsi que de toutes les remarques faites par le propriétaire ou le détenteur de la marchandise (2).

En Belgique, les arrêtés royaux de 1891, 1894 et 1901 imposent à l'agent de prélèvement l'obligation de dresser procès verbal de la prise qu'il aura faite, en indiquant la façon dont il a été reçu par le négociant, s'il y a eu ou non rébellion.

(1) Circulaire du 14 janvier 1908.

(2) Article 6 du règlement du 31 juillet 1906.

Le procès-verbal doit contenir, comme en France, les indications du numéro exact du prélèvement et de toutes les particularités extérieures de l'enveloppe ; dans les vingt-quatre heures, l'agent remet, sous peine de nullité stricte, une copie du procès-verbal qu'il a rédigé.

Comme pour le nombre des échantillons, la jurisprudence française n'admet de nullité qu'en tant qu'il ne résulte des manquements aux prescriptions du décret aucune atteinte aux droits de la défense (1).

Mise sous scellés des échantillons.

Tout échantillon prélevé est mis sous scellés (2).

Le cachet de cire du scellé est apposé en même temps sur un carton divisé en deux parties :

1° Un talon qui est enlevé par le chimiste lorsque l'échantillon est soumis au laboratoire ; ce talon porte les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il a été mis en vente, date du prélèvement et numéro d'ordre de ce dernier. Pas d'autre suscription.

2° Un volant portant les mêmes indications, avec en plus le nom du propriétaire ou du détenteur de la marchandise et la signature de l'auteur du procès-verbal ainsi que son cachet personnel ou administratif.

(1) Orléans, 1^{er} décembre 1908. *Le Droit*, du 12 décembre 1908.

(2) Article 4 du décret du 31 juillet 1906.

Ce volant ne va pas au laboratoire, il est conservé à la préfecture avec le procès-verbal (1).

Une telle disposition est faite pour déposer au laboratoire un échantillon anonyme, de cette façon les opérateurs auront à donner leur appréciation sur un produit intégral, sans en connaître ni le possesseur, ni la provenance. Cette règle de l'anonymat réservé aux produits a été instituée pour sauvegarder les intérêts des commerçants ; ceux même auxquels cette garantie ne suffirait pas peuvent apposer leur empreinte sur le cachet de cire et signer sur les étiquettes, à condition que cette empreinte et cette signature ne soient pas portés sur l'échantillon destiné au laboratoire (2).

Ces échantillons sont transmis dans les vingt-quatre heures à l'autorité préfectorale à fin d'analyse.

La législation belge a mis le même soin que la nôtre à garantir les commerçants des conséquences regrettables qu'entraînerait un changement d'échantillon.

De tout ceci il ressort que le prélèvement est une opération complexe qui commence au moment de la prise de possession de la marchandise suspecte pour ne se terminer qu'à la signature du procès-verbal. Toutes ces phases doivent être effectuées en la présence et sous

(1) Règlement du 31 juillet 1906, article 8.

(2) Lettre-circulaire aux agents du service de la répression des fraudes du 14 janvier 1908.

la direction de l'agent de prélèvement, seul qualifié pour y procéder et seul responsable de leur régularité (1).

Le récépissé et le remboursement des échantillons.

L'agent qui vient de prélever, après avoir scellé ses échantillons, doit mettre en demeure le propriétaire ou le détenteur de la marchandise de déclarer la valeur des produits prélevés : mention doit en être faite sur le procès-verbal et un récépissé est remis au propriétaire, ce récépissé contient le montant de la valeur déclarée précédemment. En cas de prélèvement en cours de route, récépissé est laissé au voiturier indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées (2).

La loi française pratique donc un remboursement différé : on laisse un récépissé du prélèvement et de sa valeur entre les mains du dépositaire, le remboursement n'a lieu que plus tard, à la suite de l'analyse favorable du laboratoire, du classement de l'affaire sans suite, du non-lieu ou de l'acquiescement (3) ; cependant l'Administration n'est pas obligée de rembourser la valeur réelle, celle qui est annoncée par le dépositaire qui prend le bénéfice qu'il lui plaît sur cette marchandise, c'est pourquoi, en fait, l'agent de prélèvement joint au prix

(1) Trib. corr. Amiens, 7 décembre 1908. Gaz. Pal., 9 janvier 1909.

(2) Règlement du 31 juillet 1906, article 9.

(3) Règlement du 31 juillet 1906, article 11.

demandé son estimation de la valeur du produit prélevé ; c'est le plus souvent cette valeur qui est remboursée. De cette façon, s'il ne gagne pas le bénéfice qu'il aurait perçu si l'agent n'avait été qu'un simple acheteur, le commerçant ne fait pas une perte sèche puisqu'il est remboursé et que l'estimation doit toujours être supérieure au prix de gros de la marchandise (1).

Tous les pays ont admis le principe du remboursement des échantillons prélevés, mais instantanément : les agents paient comme s'ils étaient des clients.

En Suisse, le remboursement n'a lieu que si le produit prélevé a été reconnu bon (2).

En Belgique, sauf le cas prévu de marchandises saisies, l'agent acquitte contre reçu le montant des échantillons prélevés : il les achète. Cependant, s'il y a contestation sur la valeur, l'agent se contente de laisser un récépissé d'enlèvement et pour obtenir paiement le négociant mécontent s'adressera à l'autorité administrative chargée du paiement : celle-ci taxera le montant de la somme à payer.

Toutes ces lois envisagent le remboursement des marchandises pour leurs nationaux et pour les étrangers. La loi américaine est plus sévère, elle refuse impitoyablement le passage de la frontière aux marchandises falsifiées, c'est son droit, nul ne peut la blâmer d'en user ;

(1) Instruction du 12 mars 1907.

(2) Loi du 8 décembre 1905, article 12, § 3.

mais le propriétaire de ces marchandises n'a pas droit au remboursement, et il peut s'estimer heureux lorsqu'elles ne sont pas jetées ou répandues sans égard pour les frais de magasinage ou d'entrepôt qu'il a pu débours. « Il est expliqué que le secrétaire du Trésor pourra délivrer au consignataire lesdites marchandises en attendant l'examen et la décision des juges sur l'exécution d'une obligation pénale pour le montant de la valeur de la facture entière desdites marchandises, y compris les droits de douane, et sur le refus de remettre lesdites marchandises, pour une raison quelconque, sous la garde du Trésor au cas où il les redemanderait pour les envoyer dans ce pays ou dans tout autre but, ledit consignataire perdra le montant total de l'obligation ; et il est expliqué de plus que tous les frais d'emmagasinement, de transport et de main-d'œuvre concernant les marchandises dont l'entrée ou la livraison seront refusées, seront à la charge du propriétaire ou du consignataire, et le défaut de paiement constituera un droit de gage contre toute exportation future faite par ces derniers (1). »

(1) Loi sur l'alimentation pure pour empêcher la vente ou le transport sous des étiquettes fausses ou mensongères de produits alimentaires, produits pharmaceutiques, médicaments et liqueurs adultérés, dangereux ou contenant des poisons afin d'en régler le commerce, et pour d'autres objets, 30 juin 1906, section IX.

Transmission à la Préfecture et au laboratoire.

Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, transmis par l'agent verbalisateur à la Préfecture (1).

Le service de la Préfecture qui reçoit ce dépôt lui donne un numéro d'ordre et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'échantillon au laboratoire chargé de procéder aux analyses dont cette Préfecture dépend. L'échantillon est accompagné, comme nous l'avons vu plus haut, du talon. Les trois autres échantillons restent à la Préfecture, dans un endroit spécialement destiné à les recevoir ; là, pour qu'ils restent intacts en attendant l'expertise contradictoire, on prend les précautions nécessaires à leur conservation (article 10). A Paris, tous les échantillons sont centralisés avec les rapports au commissariat spécial des Halles (2).

La loi belge, sur ce point, présente des différences notoires avec la nôtre.

Deux jours sont accordés à l'agent verbalisateur pour le transfert des échantillons au laboratoire, mais directement, sans passer par la Préfecture ; et ici interviennent deux acteurs que la loi française n'a pas prévus : ce sont le Greffier du Tribunal correctionnel ou le Greffier du Tribunal de simple police, selon que nous sommes à un chef-lieu de province ou de canton ; ces magistrats

(1) Règlement du 31 juillet 1906, article 10.

(2) Ordonnance du 15 juillet 1910, article 13.

sont chargés de conserver dans leur greffe les échantillons qui chez nous vont à la Préfecture.

L'autorité judiciaire apparaît donc en Belgique beaucoup plus tôt qu'en France, où nous ne pourrions appliquer ce système. La séparation des pouvoirs s'y oppose. Il résulte de là une simplification des rouages du système de la Répression des fraudes, puisque l'administration n'est plus agent de transmission, et aussi une rapidité plus grande qui permet d'arriver plus vite à la condamnation du délinquant.

§ 4. — DU REFUS DE LAISSER PRÉLEVER.

Dans ce conflit entre la liberté individuelle du commerçant et les mesures de santé et d'hygiène publiques qui motivent et excusent le prélèvement, se pose le problème suivant ; le cas arrive rarement, mais il vaut la peine d'être examiné.

L'article 2 du décret du 31 juillet 1906 a laissé à toute personne agréée par le Préfet du Département dans lequel s'exerce son autorité, la faculté de prélever chez tout commerçant et ce, sans aucune garantie préalable, sans serment, sur un simple agrément. A quoi s'expose le négociant qui refuse à l'agent verbalisateur l'entrée de sa boutique ou des lieux désignés par l'article 4 du décret de juillet 1906.

Deux circonstances peuvent se produire : ou le pré-

levé montrera de la mauvaise volonté, cherchera à dérouter l'agent dans ses recherches, en un mot opposera une résistance passive à la perquisition opérée chez lui. Ces circonstances relatées dans le procès-verbal de prélèvement pourront, plus tard, s'il a été reconnu coupable de falsification, motiver de la part du tribunal une condamnation plus sévère contre lui ; mais il n'aura pas commis un second délit, ce citoyen n'ayant fait là qu'usage de son droit de défense passive.

Mais s'il ne s'en tient pas là, s'il passe aux invectives, aux gros mots, aux épithètes malsonnantes, il peut y avoir rébellion.

La rébellion, au sens de l'article 209 du Code pénal, est toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contrainte, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution de lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements.

La rébellion est donc le fait de s'opposer avec violence ou voies de fait à l'exécution soit des lois, soit des actes auxquels procèdent les agents de la force publique.

Il faut donc, pour qu'il y ait rébellion, et que le commerçant puisse être poursuivi de ce chef :

Résistance avec violence et voies de fait dirigées con-

tre les agents chargés du prélèvement, dans le but de les empêcher de remplir les actes inhérents à leurs fonctions et auxquels ils procèdent pour l'exécution des lois.

Les agents de prélèvement ne sont pas nettement désignés dans la nomenclature donnée par l'article 209, ils ne pourraient que rentrer dans la catégorie des officiers ou agents de la police administrative, puisque, d'après l'esprit du décret du 31 juillet 1906, ils se distinguent de ces derniers.

Selon nous, et à cause de l'interprétation étroite qu'il faut donner au Code pénal, seuls sont capables d'être occasion de rébellion les commissaires de police agissant dans l'exercice de leurs fonctions, aussi bien administratives que judiciaires. La jurisprudence nous a depuis longtemps fixés sur ce point (1).

Pour les autres agents nommés par le Préfet, nous pouvons raisonner par analogie : Même nommées par le Chef de l'Etat, certaines personnes ne sont pas magistrats de l'ordre administratif, par exemple les Présidents de sociétés de secours mutuels (2). De même les ingénieurs des mines qui font des visites de surveillance, sous l'autorité des Préfets et en exécution de l'ordonnance du 22 mai 1843 et du 24 décembre 1851, dans les établissements

(1) Cour de cassation, 30 juillet 1812, 4 juillet 1833, 9 mars 1837, 22 février 1851, DALLOZ, 1851-1-302. Amiens, 4 décembre 1863, DALLOZ, 1864-5-288.

(2) Cass. crim., 13 mai 1859, DALLOZ, 1859-1-432.

particuliers qui emploient des chaudières à vapeur (1).

Voici le cas tout à fait semblable à celui des agents désignés par l'autorité administrative ; on peut encore lui rapprocher celui des inspecteurs du travail qui, eux aussi, ont souvent à faire avec les commerçants.

Il faut donc diviser encore les fonctionnaires du prélèvement en deux catégories : ceux qui, à quelque titre que ce soit, détiennent une parcelle de l'autorité (commissaires de police, agents, gendarmes, gardes champêtres), puis ceux qui seulement pour un cas spécial sont investis de l'Autorité administrative (vétérinaires, agents commissionnés, agents du service central de prélèvement) ; cette seconde catégorie de fonctionnaires peuvent se voir interdire l'accès d'une boutique. Il est vrai qu'ils ont toujours la ressource de se faire accompagner d'un commissaire de police et dresser procès-verbal. On pourrait ajouter à cette liste les huissiers qui vont accomplir leur ministère, et tous les fonctionnaires du fisc dans leurs tournées de recensement.

Le Code pénal ne poursuit d'ailleurs que la rébellion, la résistance passive n'est pas punissable ; il serait excessif de sévir contre un commerçant comme on punit un enfant pris en faute, alors qu'il n'y a aucun lien de droit entre l'agent verbalisateur et le prélevé : nous ne sommes pas dans la situation de deux personnes dont l'une commande, et à laquelle l'autre doit obéir. La résistance

(1) Douai, 10 mai 1853, DALLOZ, 1853-2-227.

passive est envisagée comme une simple protestation qui d'ailleurs peut quelquefois être très légitime. L'individu qui croit que son bon droit a été violé doit résister, toute autre doctrine serait une doctrine de servitude. Le commerçant peut fermer sa porte, empêcher ainsi les agents de pénétrer, tant qu'il n'use pas de violence ; son attitude n'est pas répréhensible.

Un seul cas, cependant, de refus de laisser prélever est prévu par la loi française : c'est en ce qui concerne les beurres. En effet, l'art. 16 § 3, de la loi du 16 avril 1897, dit que ceux qui auront empêché les inspecteurs de faire leurs prélèvements ou d'entrer dans les locaux de fabrication, dépôt et vente, et de prendre des échantillons, seront passibles d'une amende de 500 à 1.000 francs. Pourquoi cette sévérité pour un cas spécial ? Est-ce peut-être parce qu'il y avait autrefois de vraies officines où se fabriquait le beurre falsifié, nous ne le savons.

La loi suisse a prévu spécialement le refus de laisser prélever toute marchandise, qu'elle punit de un mois de prison et de 500 francs d'amende au plus (1).

La loi belge, elle aussi, punit d'une amende de 50 à 200 francs « ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher et de constater les infractions aux lois et règlements relatifs à la loi » (2).

(1) Loi du 8 décembre 1903, article 40.

(2) Loi du 4 août 1890, article 7.

CHAPITRE II

L'analyse.

Le système de l'analyse a existé bien avant la loi du 4^{er} août 1905 ; cette loi cependant a été le point de départ et l'occasion d'une organisation des laboratoires qu'il importe que nous étudions ici.

C'est encore le Décret du 31 juillet 1906 qui donne, mais dans une formule très générale, le sens des méthodes qui seront employées après l'avis de la commission permanente technique. Cette commission technique doit sa naissance à ce même décret (article 3), qui prévoit la nomination et le fonctionnement d'une Commission permanente près le Ministère de l'Agriculture et du Commerce. Elle est appelée à donner son avis pour « la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des méthodes d'analyse à imposer à ces établissements ».

Des arrêtés ministériels pris de concert entre le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Commerce, de l'In-

dustrie et du Travail, déterminent le ressort des laboratoires admis à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que des méthodes indiquées par la Commission permanente.

Ces analyses sont à la fois d'ordre quantitatif et qualitatif. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers. Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés pris après avis de la Commission permanente (1).

Avant d'étudier l'analyse en elle même et les résultats qu'elle peut donner, il importe de se rendre compte de la façon dont fonctionnent les laboratoires.

§ 1^{er}. — LES LABORATOIRES.

L'organisation actuelle des laboratoires en France date d'avril 1908 ; c'est à cette époque qu'en fut dressée la liste. On les divise en laboratoires municipaux ou départementaux, selon qu'ils appartiennent à une Commune ou à un Département, ils doivent être agréés par l'Etat.

L'Etat lui-même est représenté par le laboratoire cen-

(1) Règlement du 31 juillet 1906, art. 12.

tral de Paris, par ses laboratoires du Ministère des Finances de Paris, de Bayonne et de Port-Vendres, ainsi que par le laboratoire du Ministère de l'Agriculture.

Les laboratoires départementaux sont peu nombreux, nous n'avons que celui des Bouches-du-Rhône à Marseille, celui de l'Indre-et-Loire à Tours et celui de la Vienne à Poitiers.

La majorité appartient aux municipalités des grandes villes : Amiens, Beaune, Brest, Châteauroux, Clermont-Ferrand, Le Havre, Lille, Lyon, Nîmes, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse.

Les autres appartiennent à des stations agronomiques ou œnologiques ; nous en trouvons à Arras, à Auxerre, à Bordeaux, à Caen, à Chartres, à Dijon, à Montpellier, à Nantes.

Cette liste, du reste, n'a rien d'immuable, tout département ou toute commune qui veut faire agréer un laboratoire par l'Etat le peut facilement, en remplissant les conditions nécessaires qui se résument en une seule : Proposer un local suffisamment grand avec un personnel suffisamment instruit pour pouvoir donner un avis compétent sur les prélèvements qui lui seront soumis, tout en se rendant compte de la mission délicate qui lui est confiée.

Le laboratoire doit donc être installé et outillé de façon que l'analyse des échantillons puisse se faire avec rapidité et exactitude par un personnel compétent.

Il doit être installé dans un local spécial indépendant et non dans un local servant à d'autres usages, écoles ou dispensaires, par exemple.

De plus, la Commission permanente de la Répression des fraudes décide après examen si le laboratoire peut être agréé et fixe le ressort de sa compétence en vertu des moyens dont il dispose : il est certain que les laboratoires des stations vinicoles, Bordeaux, Beaune, Dijon, Montpellier sont plus spécialement aménagés pour l'analyse des échantillons de vin.

L'agrément du gouvernement se fait par arrêté ; cet arrêté fixe le montant de la subvention annuelle qui sera versée au laboratoire : elle est de 5 fr. par prélèvement effectué dans l'étendue de son ressort. On y ajoute une autre prime de 5 fr. pour les prélèvements effectués par le Préfet sur les fonds dont il dispose, provenant des Syndicats, des Communes ou des Départements.

Mais là ne sont pas les seules ressources du laboratoire, les Communes qui dépendent de sa circonscription territoriale peuvent s'abonner à l'analyse pour tous les travaux qui les intéressent. Les particuliers aussi ont souvent recours aux bons offices de leurs chimistes, non seulement pour toutes les analyses concernant la loi du 1^{er} août 1905, mais aussi pour celles qui ont trait à l'hygiène (Loi de 1902).

Les analyses des laboratoires agréés par l'Etat sont de deux sortes :

1° Analyses chimiques quelconques (hygiène, octroi, pharmacie).

2° Analyses de produits alimentaires susceptibles d'être prélevés par le service de la Répression des fraudes, et sur la qualité desquels les détaillants ou les particuliers veulent être renseignés. Les résultats leur sont donnés sur une fiche indiquant le dosage avec quelques observations laconiques.

A côté de ce service d'analyses purement chimiques beaucoup de laboratoires ont annexé un service bactériologique, mais en principe on y recourt moins à cause de la spécialisation de cette science. Les laboratoires de l'Institut Pasteur de Paris donnent sur ce point toutes les satisfactions que l'on peut exiger. Comme laboratoire spécial, citons le laboratoire d'essai de semences de Paris, qui reçoit des échantillons de tous les coins de la France.

Dans les contrées où se pratique surtout la culture intensive comme la Beauce, on trouve un service spécial agronomique pour l'analyse de la terre et des engrais : cela n'est pas sans avoir quelque importance puisque la loi du 4 février 1888 sur les fraudes dans le commerce des engrais (article 4), ainsi que le décret du 10 mai 1889, portant règlement d'administration publique sur les fraudes dans le commerce des engrais, spécifient que « le vendeur d'engrais ou amendements est tenu d'indiquer dans le contrat de vente le nom de l'engrais, sa

nature, sa provenance ainsi que la composition de l'engrais ». L'acheteur peut se rendre compte de la véracité des allégations du vendeur par une analyse. L'arrêté du 4 juin 1889 fixe le taux de cette opération à 10 francs pour l'analyse et 25 francs pour le rapport.

Une dernière condition est encore imposée par l'Etat aux Départements ou aux Municipalités dont le laboratoire est agréé, c'est que les bénéfices réalisés par l'établissement ainsi que les subventions accordées ne seront point une cause de lucre pour les collectivités auxquelles ils appartiennent. Ces bénéfices seront intégralement employés soit à l'aménagement matériel du laboratoire, soit comme gratification aux employés pour les récompenser de leurs services et les encourager à la bonne exécution des analyses, et à l'accroissement de leur nombre.

Pour la sûreté des analyses plus délicates, un arrêté du Ministre de l'agriculture du 19 novembre 1907 a autorisé les directeurs de laboratoires à soumettre les difficultés qui pourraient survenir, aux experts agréés par les tribunaux, qui sont généralement des spécialistes en la matière. Nous retrouverons d'ailleurs plus loin ces experts de la répression des fraudes, lorsqu'il sera question de l'expertise contradictoire.

L'agrément du laboratoire par l'Etat n'est pas chose définitive, le ministre, par arrêté, peut retirer à un laboratoire sa confiance ; pareil sort est arrivé au laboratoire

municipal de la ville de Paris, qui, ayant, par arrêté du 19 mars 1907, obtenu l'agrément du gouvernement se l'est vu retirer le 13 juin de la même année à la suite d'une campagne menée contre lui par un journal du matin.

Enfin, les laboratoires doivent tenir un livre sur lequel seront immatriculés tous les échantillons prélevés ainsi que les résultats des investigations des chimistes et la date de transmission du rapport à la Préfecture. Si la compétence du laboratoire s'étend à plusieurs départements, il doit avoir un livre spécial pour chacun d'eux.

Cette organisation des laboratoires n'est pas la même partout ; alors que chez nous il est facultatif pour une ville d'avoir ou de n'avoir pas de laboratoire, celui-ci est quelquefois imposé : c'est ainsi qu'en Suisse notamment, la loi du 8 décembre 1905, dans son article 4, oblige chaque canton à l'organisation et à l'entretien d'un laboratoire destiné aux analyses chimiques, physiques et bactériologiques des denrées alimentaires ainsi que des ustensiles de ménage et objets usuels ; cependant plusieurs cantons peuvent s'entendre pour avoir un laboratoire commun. Les municipalités des villes importantes peuvent avoir leur propre laboratoire. Tous les laboratoires cantonaux ou communaux doivent être dirigés par un chimiste, avec une section spéciale de bactériologie confiée à un spécialiste.

Ces laboratoires tirent leurs ressources des analyses

auxquelles ils procèdent; néanmoins, la Confédération contribue pour un subside de 50 % à

1° la création et à l'installation de nouveaux laboratoires ou à la transformation des anciens ;

2° aux frais d'exploitation et d'entretien des laboratoires, même du service bactériologique ;

3° aux traitements des chimistes et du personnel des laboratoires ;

4° aux frais des cours d'instruction organisés par les cantons.

L'Autriche a une organisation à peu près semblable ; cependant la loi du 17 avril 1897 a imposé aux experts qui procèdent aux analyses, l'obligation de suivre les cours d'une école technique spéciale dont les conditions d'administration sont rigoureuses (1).

Il n'est pas question dans la loi belge des laboratoires administratifs. Le Procureur du Roi, en recevant l'échantillon prélevé avec le rapport de l'agent verbalisateur, nomme un expert choisi par lui ; nous n'avons pas ici l'analyse du triage, mais l'inculpation immédiate : la phase administrative est terminée.

§ 2. — L'ANALYSE EN TANT QUE MOYEN D'INVESTIGATION.

Un décret du 15 avril 1813 avait institué près de l'Entrepôt des vins de Paris des courtiers gourmets, piqueurs

(1) *Annuaire de Législation*, tome XXXVII, page 335. *Paradectes françaises*, 1905-3-251.

de vins appelés dégustateurs. Ces fonctionnaires avaient la charge, comme leur nom l'indique, de déguster et de constater la qualité et l'état des vins, ainsi que d'en affirmer les cours. On employa ensuite ces fonctionnaires à la recherche des falsifications et dénaturations de vins ; ce procédé était un peu osé, car l'état de santé, les dispositions habituelles ou accidentelles de la personne qui déguste peuvent influencer considérablement sur les sensations qu'elle éprouve et le jugement qu'elle peut en tirer.

La dégustation, qui est un excellent moyen de se rendre compte de la valeur marchande des boissons, est tout à fait insuffisante lorsqu'il s'agit de trouver les sophistications des produits dégustés. C'est pourquoi il a bien fallu recourir à l'analyse.

L'analyse consiste à diviser un corps en autant d'éléments simples qu'il peut en contenir.

Dans l'état actuel de la chimie, il n'existe pas de falsification indécouvrable, pas de sophistication indécélable, pas de fraude qui puisse échapper à l'analyse (1).

Le vin, le lait sont composés d'éléments nombreux, mais constants qui, pour varier dans des proportions relatives, n'en sont pas moins toujours dans le même équilibre.

Jamais les fraudeurs n'ont tenté de fabriquer du vin

(1) Cf. *Le Correspondant*, n° 227, année 1907, page 916. *La fraude des vins, Est-il possible de poursuivre efficacement les fraudeurs*, par FRANCIS MARRE.

ou du lait de toutes pièces, leurs efforts tendent seulement à l'adultérer pour améliorer le goût, masquer les défauts, faire croître sa force alcoolique ou... augmenter sa quantité. Pour le vin, c'est une infinité d'opérations telles qu'addition de plâtre, de sucre, d'alun, de conservateurs ou de colorants, de glycérine, d'extrait sec, d'eau oxygénée.

L'analyse arrive à découvrir toutes ces supercheries coupables : pour cela, les chimistes procèdent soit par caractérisation directe en isolant et en montrant les substances étrangères ajoutées, ce procédé est plutôt quantitatif ; soit par réaction chimique par le procédé ancien, mais peu sûr, du tournesol décelant un acide ou une base ; soit par comparaison, procédé le meilleur et le plus souvent employé qui consiste à mettre l'un vis à-vis l'autre deux échantillons prélevés et à examiner leurs différences.

Ces procédés sont approuvés par le Ministre de l'Agriculture qui recommande en outre aux directeurs de laboratoires de rechercher les avis des experts chimistes ou dégustateurs qui procéderont à l'examen des propriétés organoleptiques des produits (couleur, aspect, goût, odeur) (1). Mais les huit jours accordés par le décret du 31 juillet 1906 pour déposer le rapport ne suffiraient plus !

(1) Arrêté du 19 novembre 1907.

Ce que l'on veut obtenir au moyen de cette analyse, ce n'est pas un dosage, ce n'est pas non plus la recherche de la cause de l'anomalie d'un produit ; on veut trouver l'anomalie elle-même : cette analyse du laboratoire est un renseignement administratif.

A cause précisément de cette recherche trop rapide d'un délit, cette analyse court de grands risques d'erreur, surtout lorsqu'elle s'attache à des produits animaux qui varient facilement. Les produits végétaux, comme le vin, sont moins sujets à variations, ou plutôt ces variations s'enregistrent plus facilement.

Prenons pour exemple le lait. Il a été défini par le Congrès de Genève : « Produit intégral de la traite totale et ininterrompue d'une femelle laitière bien portante, bien nourrie et non surmenée ; il doit être recueilli proprement et ne pas contenir de colostrum (1) ». Cette définition est très complexe et nous croyons qu'il serait difficile de trouver du lait remplissant toutes les conditions qu'exige de lui le Congrès de Genève.

Il est de notoriété publique que beaucoup de choses influent sur la femelle laitière et sur sa production de lait.

D'abord, la race : les vaches hollandaises sont réputées pour donner un lait abondant, mais beaucoup moins crémeux que les laits donnés par les flamandes, les normandes ou les bretonnes.

(1) Le colostrum est le premier lait, très séreux et peu gras, de toute femelle, immédiatement après sa délivrance.

Voici un tableau établi par MM. Lhote, Girard et Magnier de la Source, d'après la traite de vaches hollandaises et normandes placées dans les mêmes conditions de nourriture et de stabulation :

	Race hollandaise.	Race normande.
Matière grasse totale.....	3 65	4 »
Lactine.....	4 7 à	4 48
Matières azotées....	3 »	3 82
Extrait à + 100.....	11 99	12 90
Densité.....	1029 7	1030 8
Production en vingt-quatre heures : litres.....	22 à 24	12 à 14

Il est constant aussi que la force du lait de la femelle fraîchement mise bas va croissant jusque huit jours après la gestation, pour redevenir ensuite normale.

Les conditions de bien-être influent aussi beaucoup (stabulation plus ou moins longue, étables plus ou moins propres).

La nourriture est aussi un grand facteur : nourrir une vache d'aliments aqueux (drèches, déchets d'usines de conserves alimentaires), c'est la pousser à fournir un lait abondant, mais peu crémeux.

Un procédé connu depuis toujours et qui a été baptisé ces derniers temps du néologisme de « poly lactie », mouillage au ventre de la vache ou encore multiplication du lait, consiste à faire boire l'animal immédiatement avant la traite, par exemple en salant ses aliments. Cette façon de faire est très ancienne, puisque Virgile, dès les

Géorgiques, s'en exprimait ainsi, parlant du cultivateur :

*Ipsè manu salsas que ferat præsepibus herbas,
Hinc et amant fluvjos magis, ac magis ubera tendant,*

ce que l'abbé Delille a traduit :

Sème d'un sel piquant l'herbage qu'on leur donne,
Il répand dans leur lait un suc qui l'assaisonne.
... En des sources de lait, il transforme les eaux.

De nombreuses expériences ont été faites à ce sujet : Gautelet donne des résultats d'expériences de traites faites après l'addition d'eau dans l'alimentation et établit le tableau suivant :

	Alimentation normale.	Après avoir bu un seau d'eau.
Matière grasse.....	3 75	2 74
Lactine.....	5 94	4 62
Matières azotées.....	2 95	2 31
Matières minérales.....	1 11	0 65
Extrait.....	13 53	10 32

D'après Cornevin, l'eau tiède aurait un pouvoir lactogène plus considérable, on peut augmenter la production de 1 litre 400 en diminuant le taux des matières extractives. Waldman rapporte qu'une vache donnant 13 litres 500 de lait quand elle est nourrie de fourrages secs en donne 20 litres quand elle est nourrie de fourrages verts, mais la richesse en matières grasses de son lait passe de 3,80 % à 3,20 %.

Dans de telles conditions que peuvent dire les analystes

du laboratoire ? L'échantillon leur arrive anonyme, ils ignorent tout des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué : en présence d'un lait dont la teneur en beurre est faible, ils concluent au mouillage ou à l'écémage, de là, poursuites, et ce n'est que si l'inculpé demande l'expertise contradictoire que la lumière se fait, pas assez tôt cependant pour avoir évité des pas, des démarches et des ennuis au négociant incriminé. Dans l'espèce, le Tribunal n'a pas cru devoir acquitter (1), montrant par là qu'un laitier doit non seulement ne pas abreuver son lait d'eau, mais encore ne pas pousser ses animaux à boire outre mesure. Il est difficile de savoir où s'arrête la satiété de l'animal et où commence le mouillage au ventre, quelle est la quantité suffisante d'eau pour que l'animal apaise sa soif sans nuire à la lactation. C'est aussi forcer les nourrisseurs à donner à leurs animaux une nourriture quasi-officielle puisque déterminée par la loi. La Cour d'appel devant laquelle fut portée l'affaire ne confirma pas le jugement entrepris, elle trouva plus élégant de condamner le nourrisseur en disant que le mouillage avait eu lieu après la traite.

Nous disions plus haut que les produits végétaux étaient plus stables que les produits animaux, que le vin, par exemple, était constitué pendant la fermentation alcoolique dans des conditions scientifiquement connues,

(1) 8^e Chambre, Gaz. Pal., 4 mai 1909.

et que les divers éléments qui le composent présentent une certaine proportionnalité et ne doivent pas dépasser des limites qu'on a essayé d'établir. Mais ce n'est là qu'une théorie, ces règles sont éminemment modifiables à raison des conditions dans lesquelles les vins ont été produits. La nature des cépages et du sol, les procédés culturels, les conditions climatiques, les maladies cryptogamiques, l'état de maturation des raisins, les procédés de vinification sont autant de causes qui modifient profondément la composition du vin au moment de sa fermentation.

Certains vins naturels provenant de cépages à grand rendement et qui poussent dans des terrains constamment irrigués affectent souvent la composition chimique répondant à celle d'un vin manifestement mouillé.

Il est évident que le peu de vin qui sera récolté cette année, par suite des pluies incessantes qui sont tombées et des intempéries que certains vignobles ont subies, aura une composition très faible en alcool-acide : alors certain laboratoire municipal de telle ville située hors de la zone viticole conclura au mouillage, tandis qu'un laboratoire installé dans un centre de production conclura à la qualité marchande. Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà !

On imagine alors facilement les dangers auxquels sont exposés les commerçants en détail qui, surpris et sans aucun moyen de défense, peuvent se trouver en but à des

poursuites concernant des produits très loyaux sur la provenance exacte desquels ils ne pourraient s'expliquer.

Il est vrai que un décret du 3 septembre 1907 exige sur tous les contenants des appellations spéciales pouvant éclairer le consommateur sur l'origine du produit qu'il consomme. Ces appellations sont de quatre ordres :

1° *Génériques* (vin blanc, vin rouge, vin de table, vin d'office).

2° *Ampérologiques* ou de plants (Aramon, Grenache, Muscat, Blanquette, Picpoul).

3° *Altimétriques* ou d'exposition (plaine, montagne, palus, côtes).

4° *Géographiques* ou de lieu (Bourgogne, Entre-Deux-Mers, Bordeaux, Champagne).

Ces appellations aident bien à discerner les différents vins, mais le laboratoire a très peu de temps pour se livrer à ses investigations puisqu'il n'a que huit jours pour procéder à l'analyse et dresser son rapport (décret du 31 juillet, article 13).

Les méthodes d'analyse employées par les laboratoires leur permettent d'arriver à découvrir facilement la falsification ; mais ce qui est plus difficile pour l'analyste c'est de découvrir un produit marchand !

Dans les laboratoires, on reconnaît le vin marchand de la façon suivante :

1° Dans un vin naturel, non plâtré, la quantité de tartre n'est jamais inférieure à un gramme ;

2° Le poids des cendres est toujours environ le dixième de celui de l'extrait ;

3° Le degré alcoolique d'un vin est en raison inverse de l'acidité totale de ce vin : plus un vin est alcoolisé, moins il est acide ;

4° Dans les vins rouges non additionnés d'eau, la somme-alcool-acide sera un nombre égal ou supérieur à 13, elle dépassera rarement 17, sauf dans les Aramons où elle peut s'abaisser à 12.50 ou même à 11.50.

Remarquons que depuis la promulgation de la Loi Griffé, on ne vend plus d'Aramons, ces vins étant beaucoup trop faibles.

Ces règles sommaires sont nécessairement très aléatoires et nous conduisent forcément à des résultats stupéfiants qui sont dus précisément à l'étroitesse de ces lois et au manque de renseignements donnés aux opérateurs.

Nous empruntons au livre du *Débitant*, de MM. Ferrand et Chanson, l'exemple suivant d'analyse détruite par l'expertise. Pas un chiffre des analyses n'est retrouvé par l'expert :

Prélèvement chez B....

LABORATOIRE.	EXPERTISE.	
	Détaillant.	Fournisseur.
Alcool.....	6 80	6 70
Extrait à 100°.....	17 60	17 24
Extrait dans le vide.....	25 50	»
Sucre réducteur.....	1 38	1 22
Sulfate de potasse.....	0 96	0 61
Tartre.....	1 85	1 72
		traces.

LABORATOIRE.		EXPERTISE.	
		Détaillant.	Fournisseur.
Cendres.....	2 36	»	»
Acidité.....	4 94	4 90	4 86
Coloration.....	»	»	»
Somme alcool + acide.....	11 74	11 80	11 56

Conclusions.

Coupage mouillé manque de corps et de fruit ; n'est pas marchand.

Le vin saisi chez B... a été déclaré être un coupage de vins nature d'Orly et du Portugal. Cette déclaration a été confirmée par l'analyse des deux échantillons. Le laboratoire municipal ignorant la nature du coupage, a dû nécessairement conclure au mouillage.

En résumé, ce vin doit être considéré comme de valeur marchande.

Comme le dit le rapport de l'expert, manquant de renseignements, l'analyste agit un peu comme un aveugle, il va à tâtons et c'est chose déplorable pour le commerçant qui demande des garanties un peu plus sérieuses. L'expert peut prendre connaissance du dossier, procéder comme il lui plaît. Le chimiste est obligé de suivre les méthodes qui lui sont indiquées ; il se trouve en présence d'un échantillon de vins sans en connaître la provenance, l'âge, le cépage, la destination. Il ne pourra reconnaître le mouillage et se trompera cinq fois sur dix, s'il veut

constater une falsification moins apparente. De plus, dans l'état de notre législation, quoique en principe il lui soit loisible de s'entourer de renseignements, il ne peut en pratique le faire, faute de temps.

Tels sont les inconvénients de cette opération de triage, de cette sélection, qui, pour ne chercher qu'une indication ou une présomption pouvant être l'occasion d'une poursuite judiciaire, ne prouve rien et manque des caractères d'une expertise véritable. On cherche une présomption ! Dieu sait si elles sont nombreuses les indications de fraude que l'on trouve vis-à-vis les commerçants. On recommande bien aux directeurs de laboratoires d'apporter la plus grande sévérité dans leurs rapports, puisque : « D'une part, tout échantillon fraudé qu'ils laisseraient passer ne pourrait plus être incriminé, et que, d'autre part, nulle condamnation ne saurait résulter injustement de leur appréciation, la réalité du délit ne pouvant être établie que par l'expertise contradictoire ultérieure, laquelle est faite dans des conditions qui donnent toutes garanties aux intéressés » (1).

Autrement dit, les directeurs de laboratoires peuvent y aller hardiment, ils ne risquent rien. La Justice n'est-elle pas derrière eux pour les soutenir et au besoin réparer les conséquences de leurs rapports quelquefois par trop erronés.

(1) Circulaire du 26 février 1907.

Cela irait très bien si tout produit trouvé falsifié à la suite de ce triage faisait l'objet d'une expertise contradictoire, mais il n'en est pas ainsi dans la pratique. Nous verrons par la suite que les conclusions de cette analyse ne sont pas forcément le point de départ d'une instruction (comme semble le dire la circulaire du 26 février 1907), mais bien l'occasion d'une procédure de citation directe qui amène les inculpés sur les bancs de la correctionnelle sans les avoir au préalable fait passer par le cabinet du juge d'instruction. Nous verrons lorsque nous traiterons de la citation directe quelle est la façon de procéder de certains commissaires de police.

Mais là n'est pas le seul grief que l'on fait au système des analyses pratiquées par l'administration : celle-ci n'offre pas les mêmes garanties de sûreté que la justice.

En effet, attaché à la Préfecture, le laboratoire devient un instrument suspect. Les marchands de vins sont généralement des agents électoraux puissants qu'il ne faut pas gêner dans leur commerce. Dès lors le Préfet, ayant en mains le résultat de l'analyse, peut, s'il le veut, communiquer ou garder pour lui un résultat d'analyse décelant une marchandise sophistiquée. Il n'y a aucune sanction qui puisse régler cette obligation de poursuivre s'il ne le veut pas.

Ce grave inconvénient, la Belgique ne l'a pas puisque l'agent inspecteur transmet au Parquet les procès-verbaux qu'il a dressés tandis que les échantillons vont au

laboratoire pour être expertisés. Recevant cet échantillon, le directeur du laboratoire procédera immédiatement à son travail, prendra pour ce faire tout le temps dont il aura besoin ; son ouvrage n'est plus l'opération de triage destinée à donner des indices permettant une poursuite, mais bien l'origine, le substratum de la poursuite. Ce travail doit être considéré comme une véritable expertise ; en effet, les arrêtés royaux nous ont donné les grandes lignes des rapports fournis par les directeurs de laboratoires.

Ils doivent contenir notamment :

- 1° La date de l'analyse ;
- 2° La date de réception de l'échantillon au laboratoire ;
- 3° Le numéro d'ordre de l'échantillon, l'indication de la nature de la marchandise, telle qu'elle résulte de l'inscription mise sur l'enveloppe, la description des signes extérieurs de cette enveloppe et des marques ou cachets y apposés, ainsi que les conditions normales ou anormales dans lesquelles elle se trouvait ;
- 4° L'indication de la substance à analyser, telle qu'elle apparaît à l'opérateur, de son poids et de l'état dans lequel elle s'est présentée ;
- 5° La mention sommaire des procédés d'analyse. L'opérateur est par conséquent libre d'employer la méthode qui lui convient et qui lui paraît la plus apte à donner un résultat exact ;

Et enfin l'indication des résultats obtenus et des con-

clusions qui en découlent, de l'avis de l'analyste, au point de vue de l'exécution des lois et règlements relatifs à la falsification des denrées alimentaires.

Le directeur du laboratoire belge ne fait pas seulement que réduire en éléments simples un élément composé, après avoir examiné la façon dont ces éléments simples voisinent et les rapports qu'ils ont entre eux. Il considère la façon dont est présenté le produit, ce qui l'entoure, ses origines ; il va même plus loin, puisque, se servant de ces données, il étudie si le produit qui a été prélevé peut être légalement mis en vente. Nous sommes ici en présence d'une véritable expertise qui donne des résultats complets et permet une répression plus efficace de la fraude. En effet, lorsque les conclusions du rapport démontrent que l'échantillon soumis à l'analyse est contraire aux dispositions de la loi, copie est envoyée par le directeur du laboratoire à l'agent qui a verbalisé antérieurement. Celui-ci inspectera de nouveau les magasin, dépôt et fabrique de l'intéressé, et saisira les marchandises qui lui paraîtront de la même nature que l'échantillon prélevé antérieurement.

Nous ne pouvons, en France, arriver à ce résultat qu'en vertu d'un jugement, souvent trop tard, lorsque la marchandise nocive est écoulée.

En Suisse, l'article 21 de la loi du 8 décembre 1905 contient des prescriptions semblables : « Les marchandises, reconnues défectueuses à l'examen préalable ou à

l'analyse, peuvent être séquestrées par les fonctionnaires du contrôle, même s'il y a opposition ; si elles sont manifestement nuisibles à la santé, corrompues ou falsifiées, elles seront séquestrées sans retard. »

A noter aussi le décret portugais du 17 décembre 1903, article 28, ainsi conçu : « Les produits considérés comme suspects seront toujours saisis provisoirement, mais pourront rester entre les mains du propriétaire qui, dans ce cas, sera considéré comme gardien responsable, jusqu'à ce que les résultats de l'analyse étant connus, ils soient définitivement saisis, conformément au présent règlement, lorsque le soupçon est confirmé, ou restitués à leur propriétaire dans le cas contraire. »



SECONDE PARTIE

La phase judiciaire

CHAPITRE PREMIER

Transmission du dossier au Procureur de la République.

Le rapport du directeur du laboratoire est déposé à la Préfecture. Si les conclusions ont été telles qu'on ne peut trouver un indice de délit, l'intéressé a été avisé par le Préfet ; en même temps, il a reçu un mandat représentant la valeur du produit prélevé (1).

Si le laboratoire a conclu à une infraction à la loi du

(1) Décret du 31 juillet 1906, article 14.

4^{er} août 1905, le Préfet transmet sans délai le rapport au Procureur de la République ; il joint à ce rapport les trois échantillons prélevés en même temps que celui qui a fait l'objet de l'analyse.

S'il s'agit de bière, vin, cidre, alcools ou spiritueux, avis en est donné au directeur des Contributions indirectes du département ; nous verrons tout à l'heure dans quel but (1).

Le Parquet peut alors choisir entre quatre déterminations :

1^o Le classement sans suite ;

2^o Le renvoi en police correctionnelle comme flagrant délit ;

3^o La citation directe ;

4^o L'instruction.

Dans le cas où il ne classerait pas sans suite, le Procureur de la République avertit l'inculpé qu'il est l'objet d'une poursuite, et poursuit comme bon lui semble, selon les circonstances dans lesquelles l'inculpation a été relevée.

§ 4^{er}. — LE CLASSEMENT SANS SUITE.

Détenteur du dossier, le Procureur de la République a toute liberté pour apprécier les suites à donner aux faits délictueux.

(1) Décret du 31 juillet 1906, article 15.

Même si le laboratoire conclut à la fraude ou à la falsification, la circulaire du 30 septembre 1908 lui fait un devoir d'examiner les à-côtés de l'opération du prélèvement et de s'assurer de la régularité des procès verbaux. « Le Procureur de la République, saisi par le Préfet d'un rapport par lequel le laboratoire administratif signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, n'est pas tenu, par là même, d'exercer des poursuites ; il lui incombe, avant de mettre l'action publique en mouvement, de procéder à un examen personnel en la forme et au fond, tant du procès-verbal du prélèvement d'échantillons que du rapport du laboratoire. »

Il tiendra compte aussi de la bonne foi du marchand poursuivi et de la situation dans laquelle il se trouve. Beaucoup de faits de relaxe sont à citer ; c'est ainsi notamment qu'un petit revendeur, en l'espèce celui qui dans un marché vend du trèfle violet non décuscuté et qui ne peut posséder aucune des machines nécessaires à l'épuration des graines, et qui se trouve au su de tous dans des conditions absolument analogues à celles dans lesquelles les producteurs, auxquels il se trouve mêlé au marché, écoulent leur produit, ne saurait être considéré comme ayant trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de la marchandise par lui mise en vente (1).

(1) Trib. corr. Tarbes, 17 septembre 1908. Gaz. Pal., 19 décembre 1908.

Ce pouvoir discrétionnaire doit être justifié en ce que le Procureur de la République, saisi par l'Administration, ne peut être lié par le laboratoire et forcé par cette dernière à poursuivre : ce serait lui ôter toute sa liberté.

C'est le Procureur de la République qui seul peut mettre l'action publique en mouvement : Les conclusions du rapport de triage ne sont, nous l'avons vu, que des indications, des présomptions, qu'il peut considérer ou écarter à son gré, selon qu'il les juge probantes.

§ 2. — LE FLAGRANT DÉLIT.

La loi du 20 mai 1863 (1) enjoint aux agents qui surprennent tout individu en train de commettre une infraction à la loi pénale, de l'arrêter et de le conduire devant le Procureur de la République, qui l'interroge, décerne un mandat de dépôt et le défère à la juridiction correctionnelle le lendemain. Cette loi complète l'article 44 du Code d'instruction criminelle, d'après laquelle le délit est flagrant lorsqu'il se commet actuellement ou vient de se commettre.

C'est le cas de beaucoup des infractions à la loi du 1^{er} août 1905, mais la procédure expéditive du flagrant délit est peut-être un peu rapide dans une matière aussi délicate : en tout état de cause, elle peut être retardée par une demande d'expertise contradictoire.

(1) DALLOZ, 1863-4-109.

Mais il est des cas où non seulement l'expertise contradictoire peut être une mesure d'instruction inutile et dispendieuse, lorsque par exemple les faits sont constants et non déniés (1), mais encore cette expertise peut être rendue impossible par l'état de corruption avancée dans lequel se trouve la marchandise. Pour les viandes avariées et gâtées, le Parquet cite toujours directement sans recourir à une expertise (2). Encore, si la nature de la marchandise ne le permet pas, lorsqu'il s'agit par exemple, non de substances homogènes susceptibles de pouvoir être l'objet de prélèvement d'échantillons, mais de comestibles qui ne portent qu'en eux-mêmes et individuellement la preuve de leur corruption (3). Les œufs rentrent dans cette catégorie de denrées. Dans ce cas, l'expertise contradictoire peut être refusée, et ce, dans l'intérêt même de l'inculpé. D'ailleurs, si le Tribunal juge bon de l'ordonner, il peut le faire lorsqu'il est saisi de l'affaire.

Hâtons-nous cependant de dire que le Ministère public use très rarement, en une matière si délicate, de cette procédure trop rapide et trop expéditive, il a surtout recours à la citation directe.

(1) Trib. corr. Lyon, 26 janvier 1909. *Moniteur de Lyon*, 6 février 1909.

(2) Cass. crim., 24 mars 1908. Trib. corr. Montdidier, 12 août 1908. *La Loi*, 21 octobre 1908.

(3) Grenoble, 26 juillet 1907. *Le Droit*, 13 décembre 1907.

§ 3. — LA CITATION DIRECTE.

Le droit de traduire le prévenu devant le Tribunal correctionnel par une citation non précédée d'une instruction préparatoire, et que pour cela on appelle directe, appartient au Ministère public, aux administrations publiques et aux particuliers lésés (1). Cependant, dans cette procédure spéciale qu'est la répression des fraudes, le Ministère public seul pour ainsi dire use de la faculté de requérir information ou citer directement les prévenus à l'audience. Malgré cela, le Ministère public choisit la voie de la citation directe dans les affaires dont la nature n'exige pas une mesure d'instruction, dans laquelle le plus souvent il y a aveux.

L'article 17 du décret du 31 juillet 1906 lui fait un devoir d'avertir les inculpés de la poursuite dont ils sont l'objet, leur indiquant de plus qu'ils ont trois jours francs pour demander une expertise contradictoire s'ils le jugent nécessaire. Ce droit de demander l'expertise amoindrit singulièrement la faculté qu'a le Procureur de la République d'opter pour tel mode de procédure : si l'inculpé demande l'expertise contradictoire, il faut forcément recourir à l'instruction, or ici le négociant use d'un droit absolu. Dans d'autres cas, comme l'escroque-

(1) Article 182 du Code d'instruction criminelle, DALLOZ, annoté.

rie, l'examen mental, le Parquet saisi d'une plainte peut refuser l'expertise sollicitée par l'inculpé. Dans la matière qui nous occupe, l'expertise est de règle. Nous avons cependant vu que dans certains cas elle pouvait être inutile ; nous étions alors dans le cas tout spécial et plutôt rare de flagrant délit de falsification patente et indéniable, et les décisions de justice que nous avons pu trouver sont des décisions d'espèce.

La citation directe ne devient donc praticable que si l'inculpé renonce à l'expertise contradictoire et, en fait, beaucoup déclarent y renoncer, d'abord parce que la plupart du temps ils ignorent ce qu'elle est, et ensuite parce qu'on les dissuade de l'exiger.

Les vendeurs de produits incriminés sont avertis par le commissariat de police de leur quartier : à Paris, c'est le commissariat central des Halles qui est chargé de ce service. L'inculpé est convoqué ; il est généralement reçu par un employé assurément très zélé qui lui donne communication du rapport du laboratoire ; il lui apprend qu'il est poursuivi, lui propose l'expertise contradictoire, mais l'incite vivement à avouer le délit qui lui est reproché, lui faisant entendre que le tribunal fait toujours état de l'aveu des inculpés, qu'il en sera quitte avec une légère amende, au lieu que, s'il persiste à demander l'expertise contradictoire, un Juge d'instruction sera commis, d'où dérangements et frais supplémentaires énormes. Le petit boutiquier, qui est plus souvent atteint par la loi

de 1905, s'effraie, renonce à ce droit précieux qui peut le sauver et avoue.

Il nous est arrivé de défendre un inculpé qui avait avoué avoir mouillé son vin, alors que l'analyse lui était favorable et que le produit avait été déclaré marchand. Le Tribunal ne put faire autrement que de le condamner.

§ 4. — OUVERTURE D'UNE INSTRUCTION.

C'est la procédure la plus communément adoptée. Le Parquet désigne un Juge d'instruction dans son réquisitoire introductif d'instance. Désormais le commerçant devient inculpé ; il est obligé de se rendre à toutes les convocations émanant de ce dernier. Celui-ci a le devoir de s'entourer de tous renseignements utiles, lance des commissions rogatoires, saisit des pièces à conviction, fait opérer des prélèvements. Il nomme l'expert chargé de suivre l'expertise contradictoire. Lorsque cette expertise est terminée et le rapport déposé, conforme aux conclusions du laboratoire, il peut, pour corroborer encore les résultats obtenus, faire faire des prélèvements de comparaison. Nous quittons alors la procédure instituée par le décret du 31 juillet 1906 ; nous ne sommes plus dans la phase administrative, mais dans la phase judiciaire. Le Juge est complètement maître de son instruction et de l'orientation à lui donner, il peut faire effectuer autant de prélèvements qu'il veut en autant d'échantillons qu'il lui plaît ; cette doctrine est cor-

roborée par un jugement du tribunal de la Seine (1) et aussi par une circulaire de M. Briand, Garde des sceaux, du 30 septembre 1908, qui libère les Juges d'instruction des dispositions du décret précité tout en leur recommandant de ne pas le perdre de vue ; il leur laisse aussi, pour faire les prélèvements, la faculté de commettre des agents autres que ceux désignés par l'article 2 du décret de 1906.

Le Juge d'instruction pourra même confier à un tiers expert le soin de pratiquer une expertise officieuse remplaçant l'épreuve du laboratoire en cas de prélèvements témoins.

« Mais s'il est prélevé un quatrième échantillon, le magistrat instructeur aura le moyen de faire procéder, par un expert qu'il désignera, à une analyse préalable analogue à celle qui est confiée au laboratoire administratif par l'article 12 du décret du 31 juillet 1906 et, selon les résultats de cet examen, l'expertise contradictoire pourra devenir inutile. »

Voilà qui est singulier. Si le prélèvement fait sur commission rogatoire du Juge d'instruction est un renseignement administratif, il ne peut être opposable au tiers et devenir pour le tribunal un élément d'appréciation. Si c'est une expertise, elle doit être, sinon contradictoire, conformément à l'article 12 du décret de 1906, tout au moins doit-elle présenter les garanties d'une expertise.

(1) Trib. corr. de la Seine, 8^{me} Chambre, 6 novembre 1907. *Pandectes françaises*, 1907-2-357.

CHAPITRE II

Les parties civiles.

Les délits prévus par la loi du 1^{er} août 1905 pouvant être prévus et punis par tous les moyens de droit commun, il nous faut étudier ici la question des parties civiles.

Le particulier lésé se porte rarement partie civile encore que ce droit lui appartienne strictement ; payant en monnaie loyale, il peut exiger de la marchandise loyale et, lorsque celle-ci ne l'est pas, être indemnisé du tort qui lui a été causé. Cependant, la partie civile est généralement représentée par les syndicats, la Régie et l'Octroi. Nous étudierons d'abord les syndicats.

§ 1^{er}. — LES SYNDICATS.

Les syndicats actuels sont la continuation très lointaine des maîtrises et des jurandes du moyen-âge, que

l'édit de Turgot, en 1776, frappa d'un premier coup ; leur suppression totale fut un des premiers actes de la Révolution : elles disparurent à la suite du vote de la loi Chapelier qui fut promulguée les 2-17 mars 1791.

Toutes ces institutions surveillaient et réprimaient chez leurs adhérents les fraudes et les abus de tous genres, elles exerçaient une autorité disciplinaire des plus sévères, et nous trouvons nombre de règlements prescrivant l'emploi « de bonnes matières, loyales et marchandes » et pourtant la falsification n'était pas, à beaucoup près, aussi pratiquée qu'à l'heure actuelle.

Les syndicats tels que nous les connaissons aujourd'hui furent créés en France par Waldeck-Rousseau, qui fit voter la loi du 21 mars 1884 (1). Sous les auspices de cette loi quelques groupements professionnels se sont établis qui ont combattu les falsifications.

A Lille s'est fondé, en 1908, un « Syndicat national de brasseurs de houblon et de malt d'orge pur ». Il a pour but d'englober des adhérents qui s'engagent, sous les peines disciplinaires les plus sévères, à ne fabriquer de la bière qu'avec du houblon et du malt d'orge. Le Syndicat possède une marque que tous les adhérents peuvent mettre sur les produits sortant de leur brasserie. L'article 22 des statuts vaut d'être reproduit en entier.

« Des tableaux métalliques reproduisant le timbre syndical seront apposés à l'extérieur des brasseries affi-

(1) DALLOZ, 1884-4-129.

liées au syndicat et des débits dont les tenanciers ne se fourniront de bière que chez les brasseurs adhérents au syndicat, à l'exclusion de tous autres brasseurs.

« Le Bureau enverra à tous les brasseurs syndiqués la liste complète des adhérents, dans la huitaine qui suivra l'expiration de chacun des trimestres de l'année.

« Si cette mesure de police syndicale ne suffit pas, le Bureau fera établir une carte d'identité pour chaque syndiqué avec photographie.

« Un contrôleur syndical sera désigné par le Bureau, en dehors des syndiqués et parmi les notabilités compétentes, avec mission de visiter, à tel jour et à telle heure qu'il lui plaira, les établissements des syndiqués pour se rendre compte qu'il ne s'y trouve rien d'autre, comme matières premières, que du houblon et du malt d'orge pur. Le nombre des visites syndicales ne pourra excéder vingt-quatre par an, pour la totalité des syndiqués, à moins d'une décision spéciale du Bureau en cas de nécessité.

« A la première infraction constatée par le contrôleur syndical, et sur son rapport, le Bureau prononcera l'exclusion temporaire du délinquant, avec mille francs d'amende, qui seront exigibles à l'expiration de la huitaine de la signification faite par lettre recommandée avec accusé de réception, la dite lettre signée du Président et contresignée du Secrétaire. De plus, cinquante insertions à vingt-cinq francs chacune, relatant la sen-

tence du Bureau, seront faites dans les journaux de son choix, mais en tout cas, dans quatre journaux quotidiens d'opinions différentes, à Lille, et dans deux journaux au moins, d'opinions différentes, du canton où réside le délinquant et où est situé son établissement, le reste des insertions devant être réparti par moitié dans les journaux français d'opinions différentes. Le prix de ces insertions sera exigible en même temps et dans le même délai que l'amende.

« A la deuxième infraction constatée, le Bureau, sur le rapport du contrôleur syndical, prononcera l'exclusion du délinquant avec deux mille francs de dommages-intérêts et cinquante insertions à cinquante francs chacune, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

« Le Bureau pourra en outre, et aux frais du syndicat, donner à cette sanction telle publicité qu'il jugera utile. »

En Hollande, sous les auspices du gouvernement royal, fonctionne, avec des résultats merveilleux, un système à peu près analogue. Il s'agit du contrôle des beurres (1). La Hollande fournit à l'Europe son beurre et son fromage. Dès 1904, elle était divisée en huit stations, possédant chacune son laboratoire. Cette organisation avait été créée sur l'initiative de quelques laitiers néerlandais qui voulaient défendre leur marchandise contre la concurrence déloyale et contre la fraude. Le 17 juin 1905,

(1) Cf. *Le Cosmos*, 12 juin 1909. *Le Contrôle des beurres hollandais*, par F. MARRE.

le Gouvernement reconnaissait officiellement ce consortium, adoptait sa marque de garantie, punissant les contrefacteurs d'un emprisonnement qui pouvait aller à deux ans. En revanche, les stations de contrôle étaient accessibles aux agents du Gouvernement. L'approbation des nouveaux membres lui est soumise. Il n'est d'ailleurs demandé aux adhérents qu'une chose : de ne pas être intéressés à la fabrication ou au commerce de la margarine ou de matières grasses pouvant servir à la falsification du beurre (1).

Tous les terrains, caves, fabriques, dépôts de beurres sont ouverts aux agents par les adhérents hollandais qui s'engagent en outre rigoureusement à ne laisser jamais dépasser 16 % le taux de l'eau dans leur beurre, qu'il soit salé ou pas salé. Des amendes énormes sanctionnent le manquement à ces règles.

La marque de garantie est représentée par les armes de l'Etat hollandais, accompagnée des mots « Nederlandsche Butter contrôle onder Rijkstoezicht » « Contrôle des Beurres Hollandais, sous la surveillance de l'Etat »; une majuscule désigne la station de contrôle à laquelle elle se rapporte et un numéro d'ordre du producteur et des contrôleurs qui l'ont vérifié.

La composition particulièrement variable du beurre

(1) Nous devons tous ces renseignements à l'aimable obligeance de M. Swaving, ministre de l'agriculture de la Hollande.

rend souvent impossible la découverte de la falsification. Les Hollandais ont résolu le problème par un contrôle d'exploitation associé à un contrôle chimique.

Dès lors, le contractant qui achète une motte de beurre en retrouve facilement l'origine : les beurres des laiteries contrôlées étant examinés plusieurs fois par mois, au laboratoire de la station de contrôle, on y est renseigné en toute saison sur la composition chimique du beurre provenant de toutes les laiteries contrôlées.

Les stations de contrôle étant tenues de présenter mensuellement le relevé des chiffres de leurs analyses au directeur de la station laitière de l'Etat, celui-ci est renseigné sous tous les rapports sur la composition de tous les beurres produits dans les laiteries contrôlées.

Or, comme chaque lot de beurre contrôlé, qui passe la frontière, porte la marque de contrôle officielle numérotée, on peut facilement et rapidement se renseigner à la station laitière sur l'origine de ce beurre. Au moyen de la lettre majuscule et du numéro d'ordre figurant sur la marque de garantie, on retrouve de suite l'indice auquel le beurre en question devra approximativement correspondre. Par la comparaison des chiffres obtenus à l'analyse de l'échantillon en question avec les renseignements fournis par la station laitière, on est à même d'établir la pureté du beurre que l'on consomme.

De telles associations de producteurs qui sont eux-mêmes leurs propres juges sont à encourager : elles

méritent d'attirer l'attention des Gouvernements. Les commerçants ont tout avantage à fonder de pareils syndicats : chacun de ses membres a un intérêt direct à vendre des produits loyaux et à les abriter sous une marque distinctive ; le public, sachant acheter un produit irréprochable, s'adressera plutôt à eux et nous arriverons à l'aliment pur sans lois, sans règlements d'administration publique, sans agents de prélèvements !

Combien nous préférons ces associations tutélaires à leurs membres à ces syndicats de producteurs que les fabricants ne connaissent que pour les avoir vus de l'autre côté de la barre correctionnelle, les rançonner sous prétexte de dommages plus ou moins vagues dont ils exigent la réparation.

Ce pouvoir d'ester en justice pour obtenir réparation d'un dommage causé par un délit a été conféré aux syndicats par la loi du 21 mars 1884, qui les a créés et définis ; dès lors, en vertu de l'article 182 du Code d'instruction criminelle, les syndicats peuvent, comme tout particulier, se porter partie civile pour défendre leurs intérêts directement lésés.

Le marchand de vins fraudeur lèse-t-il directement les intérêts d'un syndicat viticole ?

Il est des cas où le préjudice est certain : c'est celui d'un syndicat qui aurait acheté une marchandise mauvaise, il sera alors victime directement du délit commis et usera d'un droit de « légitime défense ». Nous ne

voyons pas encore apparaître le syndicat exerçant son autorité disciplinaire, c'est-à-dire prouvant qu'il est victime directement d'un dommage, parce qu'un fournisseur a vendu à son client du vin mouillé ou plâtré à l'excès.

Peu à peu, la jurisprudence les laissa s'enhardir, quelques tribunaux leur furent favorables, et les poussa dans ce qu'ils considèrent une œuvre de justice. Il est certain que la brebis galeuse nuit au troupeau. Si le public ne trouve plus à consommer que des vins médiocres et qui ne le contenteront qu'à demi, il délaissera le vin pour toute autre boisson, bière ou cidre. La loi économique de la substitution jouera et l'évolution se fera ; on ne boira plus de vin, d'où dommage qui aura sa répercussion chez les marchands de ce produit, mais comment évaluer la perte en argent ? C'est un préjudice plus moral que physique qu'aura éprouvé le syndicat.

Lors des premières poursuites en vertu de la loi du 1^{er} août 1905, les syndicats se portèrent partie civile. Ils se virent, pour les raisons énoncées plus haut, refuser ce droit par la Cour de Paris (1) qui débouta le Syndicat de défense de la viticulture française d'une intervention pour obtenir réparation du préjudice causé à la collectivité de ses membres, par le mouillage du vin.

L'arrêt ajoutait que ce droit d'ester en justice « n'ap-

(1) Cour d'appel de Paris, 11 janvier 1907. Cf. TOUBEAU, *Manuel de la répression des fraudes alimentaires*, page 176.

partient à un syndicat que dans les poursuites relatives aux infractions pénales qui, au moment où elles se commettaient, ont causé directement une lésion aux intérêts collectifs qu'il représente ».

Pas de préjudice immédiat.

« Qu'un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la recherche et la répression des fraudes commises dans le commerce des vins n'a donc pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente de vin falsifié, pas plus qu'une société fondée pour la répression du braconnage dans tous les délits de chasse, ou une association instituée pour la protection de la moralité publique, dans les affaires de colportage d'écrits ou d'images obscènes. »

Pas de préjudice personnel.

L'arrêt dit encore que le syndicat ne réunit pas l'ensemble des viticulteurs d'une région déterminée et qu'il ne se plaint pas d'une fraude subie par les produits de ce pays.

D'ailleurs, le délit reproché à l'inculpé d'avoir vendu quelques litres de vin est si minime que, quoiqu'il y ait préjudice, il est si peu appréciable qu'il ne faut pas en parler... *de minimis non curat prætor*.

Pas de préjudice direct.

Donc un préjudice uniquement moral est inappréciable.

Après cet arrêt, une jurisprudence plus favorable

s'ouvrit pour les Syndicats (1). La Cour de cassation cassa d'ailleurs l'arrêt précité, se basant sur les articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 (2).

Il faut que ce soit ce cas spécial parce que les Cours et Tribunaux refusent généralement aux Syndicats la faculté de se porter partie civile et de supplanter le Ministère public ; nous avons vu dernièrement le referendum de M. le sénateur Bérenger, dont la ligue contre la licence des rues voulait se porter partie civile à tous les procès pour outrages aux bonnes mœurs, échouer avec une petite minorité.

D'ailleurs, les syndicats n'eurent plus besoin de cette tolérance, car entre temps, pour sauvegarder les intérêts qu'ils représentent, et aussi pour apaiser la violente campagne menée par les vignerons du Midi, fut votée la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins dont l'article 9 décide que :

« Tous les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour les intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraudes et de falsifi-

(1) Trib. corr. Seine, 4 juillet 1908. *La Loi*, 20 juillet 1908. Cass. crim., 8 août 1908. *Le Droit*, 20 août 1908.

(2) Cass. crim., 27 juillet 1907, SIREY, 1908-1-403.

cations de vins prévus par les lois des 14 août 1889, 12 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1903, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le veulent, à l'action ordinaire devant le Tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

L'article 2 du projet Cazeneuve, voté le 9 juillet 1907 au Sénat, voulait étendre ce droit à tous les syndicats formés « pour la défense des intérêts généraux du trafic des boissons et eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques ». Mais il s'est heurté à un amendement de MM. Touron et Audiffred, qui voulaient imposer à ces syndicats une organisation spéciale. Ce projet n'a jamais vu le jour et nous nous trouvons dans une situation bizarre.

Les syndicats viticoles, dont les représentants au Parlement sont nombreux, ont conquis à la suite des événements du Midi un droit certain, déterminé par un texte de loi ; les autres n'ont qu'un droit précaire basé sur la jurisprudence des Tribunaux. Pour être reçus partie civile ils sont tenus de justifier un intérêt actuel et direct à poursuivre (1). Toutefois, la Cour suprême admet, en principe, qu'une fraude ou une falsification est toujours contraire aux intérêts généraux d'une industrie et que, par conséquent, les Syndicats représentant cette industrie souffrent des dommages dont réparation leur est due.

(1) Cass. crim., 20 décembre 1907. Gaz. Pal., 22 janvier 1908.

§ 2. — LA RÉGIE ET L'OCTROI.

La Régie et l'Octroi en tant que grandes administrations peuvent intervenir dans la répression des délits commis par infraction à la loi du 1^{er} août 1905, et demander la réparation, par des amendes fiscales, du préjudice qui leur a été causé.

Nous avons vu que les agents des Contributions indirectes contribuaient à la recherche des fraudes. La circulaire du 23 août 1906 s'exprime ainsi sur son intervention : « Quand, au cours de leurs visites et vérifications habituelles, les employés découvrent des fraudes et falsifications prévues par la loi du 1^{er} août 1905, et par la législation fiscale, ils continueront à constater les faits dans les formes usitées en matière de contributions indirectes. Les directeurs adresseront, sans délai, une copie du procès-verbal au Procureur de la République du ressort et se concerteront avec ce magistrat en vue de l'exercice simultané des deux actions. Si le Parquet décide de ne pas poursuivre, l'affaire sera alors suivie dans les conditions ordinaires. » La jurisprudence est d'accord avec cette circulaire (1). Donc, les agents des Contributions indirectes ne sont pas tenus aux disposi-

(1) Cass. crim., 26 novembre 1908. *Annales des falsifications*, février 1909. Trib. corr. Seine, 3^e Ch., 30 mai 1908. Gaz. Trib. 3 octobre 1908.

tions étroites du décret du 31 juillet 1906 : le délit pouvant être établi par les règles du droit commun.

Mais la Régie et l'Octroi ne peuvent exercer leur droit d'intervention devant les Tribunaux répressifs que si leurs intérêts ont été lésés. Il faudrait, pour qu'elles puissent intervenir en tout état de cause, qu'un texte formel le leur permît ; nous venons de voir que seuls certains Syndicats jouissaient de ce privilège. La Régie a contre elle un texte formel : c'est l'article 138 de la loi du 18 juin 1811, qui dispose : « Sont assimilées aux parties civiles : 1° Toute Régie ou administration publique relativement aux procès suivis soit à sa requête, soit même d'office et dans son intérêt ; 2°. . . »

Cette assimilation restrictive ne lui donne pas tous les droits d'une véritable partie civile. L'administration des Contributions indirectes ne serait pas recevable à demander une amende sur une poursuite du Ministère public pour surplâtage par exemple, cette falsification ne lésant en aucune façon les intérêts de l'Administration, il n'y a pas *damnum emergens, lucrum cessans*. On comprend qu'elle poursuive pour mouillage cette opération augmentant après coup le volume du vin, la privant ainsi des droits que lui accorde la loi du 28 avril 1816.

Ce qui différencie encore la Régie d'une partie civile, c'est que jamais elle ne peut prendre la place du Ministère public et poursuivre une condamnation pénale, elle ne peut que demander une amende et non des dommages

intérêts. Cette amende est appelée par la loi une peine (1), et comme telle comporte l'application des circonstances atténuantes, des circonstances aggravantes, et aussi de la loi Bérenger ; aller contre cette règle serait bouleverser les principes les plus élémentaires du Droit pénal.

En matière de poursuites fiscales, le procès dépend le plus souvent d'une question de forme. Il faut, à notre avis, examiner si les conditions de validité du procès-verbal ont été remplies, si les droits de la défense ont été respectés ; dans le cas contraire, nous nous trouvons vis-à-vis de l'administration des Contributions indirectes en face d'une nullité de droit public. L'amende ne peut plus être prononcée.

La Régie ne peut soutenir que la poursuite du Ministère public, partie principale au procès, la dispense de toute preuve selon les règles du droit commun. Pour qu'elle puisse agir autrement, il faudrait qu'un texte spécial l'autorisât ; or, au contraire, l'article 23 du décret du 31 juillet 1906 s'exprime très clairement sur cette intervention. « Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des Douanes et l'administration des Contributions indirectes pour la constatation et la poursuite des faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction à la loi du 4^{er} août 1905. »

Donc, la Régie n'est pas à proprement parler partie

(1) Loi du 2 août 1872, article 7.

civile puisqu'elle poursuit une condamnation pénale ; elle est partie jointe, aux termes des articles 226 et 227 du Code d'instruction criminelle, sa poursuite n'est pas fondée sur l'infraction pénale, relevée par le Ministère public, mais sur l'infraction fiscale prévue par des lois autres que celles en vertu desquelles le Parquet poursuit : elle n'est partie civile que pour les procès poursuivis à sa requête.

CHAPÎTRE III

L'expertise contradictoire.

La France est seule à posséder l'expertise contradictoire, ce mode de procéder nouveau n'existe d'ailleurs que dans cette matière particulière des falsifications alimentaires ; un seul pays se rapproche un peu de nous, c'est la Suisse ; ce pays, sans admettre l'expertise contradictoire, accepte une surexpertise venant après la première, dans laquelle l'inculpé nomme un des experts, l'autre est nommé par le juge, ce qui porte à trois le nombre des hommes de l'art appelés à donner leur avis (1).

On a essayé chez nous de rendre contradictoires toutes les expertises médico-légales et chimico-légales. M. Cruppi avait déposé un projet de loi dans ce sens (2) dont l'article 7 stipulait que « les experts désignés conformément aux dispositions ci-dessus jouissent des mêmes droits

(1) Articles 16, 17 et 18 de la loi suisse du 8 décembre 1905.

(2) *Journal officiel* des 30 juin et 1^{er} juillet 1889.

et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun après avoir été discutées contradictoirement ».

Ce projet sommeille encore dans les cartons de la Chambre, mais cette innovation heureuse de la loi du 1^{er} août 1905 en est une application. En effet, l'article 12 stipule : « Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires. » Des règlements d'administration publique étaient prévus qui rendraient plus explicite cette phrase très courte. Près de un an après, le 31 juillet 1906, était promulgué ce Règlement d'administration publique dont nous avons souvent parlé ; mais durant toute cette année, dans l'incertitude de ce que seraient ces règlements, il régna un flottement dans la façon de procéder à cette expertise contradictoire. Beaucoup de juges d'instruction faisaient procéder par un expert à l'analyse du deuxième échantillon, puis cette analyse faite, offraient à l'inculpé le choix d'un expert. Cette méthode était contraire à l'esprit de la loi, les expertises étaient successives et non contradictoires. Elle fut d'ailleurs condamnée à la tribune de la Chambre par M. Ruau, ministre de l'Agriculture (1), ainsi que par le Garde des sceaux, dans sa circulaire du 30 septembre 1908 aux Procureurs généraux.

(1) *Journal officiel* du 29 février 1908.

Si les experts opèrent séparément, écrit-il, « ils ne doivent pas oublier cependant que, pour répondre aux prescriptions formelles de la loi et du règlement d'administration publique, l'expertise doit être contradictoire.

« Or, on ne saurait admettre qu'elle présente réellement ce caractère que si les experts, avant d'arrêter leurs conclusions et déposer leurs rapports, se communiquent et discutent entre eux le résultat de leurs travaux.

« Ils pourront ainsi se mettre d'accord ou, s'ils ne parviennent pas à s'entendre, ils seront du moins à même de préciser d'une façon claire et nette, dans leurs rapports, les points sur lesquels ils diffèrent d'avis et les raisons de cette divergence d'opinion. Dans la première hypothèse, la tierce expertise sera évitée, et dans la seconde, la tâche du tiers expert et de la justice même sera singulièrement facilitée. »

D'autres tribunaux, entre autres le tribunal de la Seine, crurent que l'inculpé devait être invité à assister à l'expertise qui se passerait comme se passent les autres ; il se ferait cependant accompagner d'un homme de l'art qui remplacerait pour cette matière l'avocat ; c'était une application à un cas spécial de la loi du 5 décembre 1897 sur l'instruction contradictoire.

Devant ce manque de réglementation, toutes les expertises qui ont été faites contradictoirement, dans l'igno-

rance des règles qui sont aujourd'hui bien établies, ont été déclarées valables par les Tribunaux comme répondant à l'esprit et à la lettre de l'article 11 de la loi du 4^{er} août 1905.

Le décret du 31 juillet 1906 vint donner la marche à suivre dans l'expertise contradictoire. « Le Procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite » (article 17). Il l'avise que les conclusions du laboratoire sont à sa disposition, et surtout qu'il a trois jours francs pour demander l'expertise contradictoire. (Nous avons vu que cette procédure extrajudiciaire est faite par les commissaires de police).

Mais si l'inculpé a trois jours francs pour demander l'expertise contradictoire, l'article 17 ne lui impose aucun délai pour désigner son expert (1). M. Chesney, juge d'instruction au tribunal de la Seine, qui commente ce jugement dans une note, va même plus loin, il prétend que l'inculpé peut demander l'expertise contradictoire, soit au cours de l'information, soit devant le Tribunal correctionnel : il est certains cas où ce délai de trois jours peut être insuffisant, c'est au juge de s'en rendre compte.

Cependant, il peut arriver que le Juge d'instruction a nommé son expert aussitôt que l'inculpé lui a fait part de son intention de demander l'expertise contradictoire ;

(1) Trib. corr. Seine, 8^e Ch., 6 novembre 1907. *Pand. franç.*, 1907-2-357.

si celui-ci ne suit pas sa première idée et renonce au cours de l'information à profiter des avantages que lui procure la loi, le travail fait par le premier expert tiendra lieu d'expertise contradictoire (article 18).

En fait, le Juge d'instruction en interrogeant l'inculpé lui soumet la liste des experts parmi lesquels il devra choisir. L'article 18 stipule en effet ceci : Les experts sont choisis sur les listes spéciales des chimistes experts, dressées dans chaque ressort par les Cours d'appel ou les Tribunaux civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la Cour d'appel ou le Tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

Cette question du choix des experts a été vivement discutée à la Chambre lors du vote du budget de l'agriculture pour 1908 (1). M. Fleurent, député, demandait que le « contre-expert choisi par l'intéressé puisse être pris en dehors des listes officielles » ; il y a là une raison de nature à frapper l'esprit de tous ceux qui savent comment vont les choses en matière d'expertise.

« Un grand nombre de personnalités scientifiques sont, en effet, spécialisées aujourd'hui comme on l'est partout ; elles ont travaillé plus particulièrement certaines questions, mais, peut-être, parce qu'elles considèrent cette

(1) *Journal officiel* du 19 novembre 1907.

inscription comme inutile, elles n'ont jamais demandé à être portées sur les listes d'experts, et cependant, dans beaucoup de cas, elles pourraient éclairer la justice avec plus de certitude qu'un grand nombre d'experts près les Tribunaux auxquels les questions sont souvent distribuées, un peu à tort et à travers, au hasard du tour. »

Dans certains Tribunaux, il n'y a pas de listes d'experts (1), on va alors chercher ceux du Tribunal ou de la Cour de l'endroit d'où provient la marchandise incriminée. Cette disposition est excellente, elle permet d'avoir recours à des experts spécialisés ; aussi, les Ministres de l'Agriculture et de la Justice ont-ils recommandé dans leurs circulaires de ne pas prendre l'article 18 au pied de la lettre, et de laisser toute latitude dans ces désignations. Il faut pourtant que les citoyens qui briguent cette fonction d'expert soient des hommes honnêtes dans toute l'acception du mot, et qu'ils présentent « toutes les garanties d'honorabilité nécessaire ».

D'ailleurs, la liste n'en est pas close, et il est facile de se faire inscrire.

Cependant l'honorabilité n'est pas pour nous chose suffisante, les Présidents de Tribunaux ou de Cours d'appel devraient exiger que ces experts pussent justifier de capacités supérieures et aussi d'instruments suffisamment nombreux et modernes pour pouvoir mener à

(1) *Journal officiel* du 19 novembre 1907.

bonne fin la délicate besogne qui leur est impartie, et remplir honnêtement le mandat de justice dont ils sont chargés en démasquant les coupables et en sauvant les innocents.

Les deux experts sont donc désignés, l'un par le Juge d'instruction, l'autre par l'inculpé. Ils ont reçu par l'intermédiaire du Parquet les échantillons sur lesquels ils vont travailler. Ils ont prêté serment devant le Juge s'ils n'en ont été dispensés par l'inculpé et ils ont eu communication du dossier. Ici les raisons de laisser l'échantillon anonyme n'existent plus. La présomption de fraude existe maintenant puisqu'il y a un inculpé, et les experts doivent être éclairés pour pouvoir se prononcer. En vertu de ce même principe, il est permis au prévenu de faire un dire, de présenter par paroles et par écrit certaines observations aux experts, après avoir fait entendre par le juge autant de témoins qu'il a cru utiles à sa défense. Cependant les experts ne sont pas tenus de convoquer l'inculpé à leur expertise.

De cette façon, l'expertise est contradictoire avec l'inculpé qui a choisi et désigné son expert ; mais il se peut que, lorsqu'une instruction s'ouvre, toutes les personnes coupables ne soient pas inculpées et ne le deviennent qu'à la suite du travail des experts. Prenons par exemple le cas suivant : Un commerçant prélevé demande l'expertise contradictoire, tous les échantillons ont été utilisés, il n'en reste plus un seul ; les experts concluent à la fal-

sification. L'auteur présumé se défend d'être celui-là ; devant ses explications, le juge inculpe le fournisseur. L'expertise sera-t-elle opposable à ce dernier ?

Au sens du Règlement, l'expertise contradictoire ne peut avoir lieu qu'autant qu'il y a inculpation. M. Fleurent, frappé de ce fait, proposa à la Chambre le système suivant (1) : En avertissant l'auteur présumé de la fraude, le Juge d'instruction ou le Procureur de la République commettrait un expert dont les conclusions infirmeraient ou confirmeraient celles du laboratoire de triage. Dans le premier cas, l'affaire serait classée ; dans le second, des poursuites seraient décidées ; de cette façon, on ne commencerait l'inculpation qu'avec des données sérieuses, et du laboratoire et de l'expert ; mais M. le Ministre de l'Agriculture s'y opposa, car l'expertise cessait d'être contradictoire (2).

« Que se passe-t-il », dit le Ministre, « quand il y a expertise contradictoire ? Il y a la nomination du premier expert, et simultanément celle du second expert, par la partie. Que veut la loi ? Que ces experts travaillent ensemble, c'est là le principe de l'expertise contradictoire, et même, si la chose pouvait se faire, il faudrait effectuer l'analyse dans le même local et sur le même échantillon. Les choses ne se passent pas ainsi en fait, mais enfin les deux experts causent entre eux, se com-

(1) *Journal officiel* du 18 novembre 1907.

(2) *Journal officiel* du 18 novembre 1907.

muniquent leurs conclusions, ou, tout au moins, au moment où l'expertise contradictoire va se résoudre en conclusions, les experts se voient et discutent.

« Or, dans votre système, les expertises auront lieu successivement, il n'y aura aucun point de contact entre l'expert du tribunal et l'expert de la partie ; et, quand il s'agit de conclure, s'il y a contradiction entre les deux experts, il nous paraît à peu près certain, étant données les connaissances que nous avons tous de la nature humaine, que le premier expert ne voudra pas revenir sur ses conclusions et ne modifiera pas sa manière de voir, il y aura là une procédure qui dans votre esprit est dictée par le besoin de protéger le commerce honnête, mais qui, à mon avis, va à l'encontre du but de la loi, l'énerve et la détruit. »

Ce sont là des arguments sérieux et irréfutables, on ne peut avoir l'expertise contradictoire que s'il y a inculpation, tout autre moyen enlèverait à cette procédure ce caractère de discussion qui est son grand avantage. Nous verrons cependant plus loin qu'une expertise officielle serait souvent utile.

La conclusion qui découle logiquement de ceci, c'est que l'expertise contradictoire devait n'être opposable qu'aux personnes ayant été appelées à y prendre part.

Répondant à M. le député Raiberti, M. Ruau disait (1) :

(1) *Journal officiel* du 29 février 1908.

« Dans le cas où l'échantillon a été déclaré suspect, a-t-on le droit, avant d'établir la réalité du délit, d'impliquer une tierce personne, c'est-à-dire un fournisseur ? » « Je déclare très nettement que non. »

Et il ajoute :

« Il est absolument nécessaire, avant de mettre en jeu la tierce personne, de faire établir par l'expertise contradictoire la réalité du délit. »

Mais paroles de Ministre et jugements de Tribunaux sont deux choses bien différentes. Les Juges d'instruction inculpent généralement le fournisseur et le marchand au détail lorsque les résultats du prélèvement de comparaison corroborent le rapport du laboratoire : l'expertise contradictoire faite à la requête de l'un d'eux, par une sorte de profit joint, devient opposable à l'autre. Les intérêts des deux inculpés sont les mêmes, le laboratoire administratif soupçonne une fraude, l'expertise contradictoire la recherche, le juge d'instruction établit les responsabilités.

Telle est la jurisprudence suivie par la huitième Chambre du tribunal de la Seine, qui a rendu à différentes reprises des jugements infirmant nettement les paroles du Ministre (1). La Cour d'appel de Paris, sur appel interjeté d'un jugement de la huitième Chambre, a

(1) 14 janvier 1909. *Annales des falsifications*, mars 1909, page 101, 31 janvier 1909. *Gaz. Pal.*, 7 décembre 1909.

rendu un arrêt le 6 janvier 1910 (1), établissant un *distinguo* très subtil. Elle juge que l'expertise peut s'opposer au fournisseur dont le nom n'est révélé au Juge d'instruction qu'après que l'expertise a été faite contradictoirement avec le premier inculpé ; mais si le nom du fournisseur de la marchandise incriminée est connu soit au cours de la procédure administrative, soit pendant l'instruction, il doit avoir été appelé à l'expertise contradictoire pour qu'elle lui soit opposable.

Il est alors permis de se demander de quelle façon se fera l'expertise contradictoire ? Aux termes de l'article 18 du décret de 1906, seule peut désigner un expert « la personne contre laquelle l'instruction est ouverte ». Il n'y a pas d'instruction contre le fournisseur chez lequel un prélèvement de comparaison est effectué, les droits de la défense ont été respectés, puisqu'un prévenu a nommé son expert qui a pu discuter l'inculpation. Mais la Cour d'appel voudrait aller plus loin ; selon elle, le fournisseur non inculpé doit désigner son expert qui assisterait à l'expertise pour le cas où il serait poursuivi devant le Tribunal. Alors, nous nous trouvons en présence de trois experts, un pour le juge, un pour le débiteur, un pour le fournisseur. Là n'est pas la lettre de la loi, et nous sommes dans le domaine du droit étroit. Il ne faut donc que deux experts, mais sera-ce le détaillant,

(1) *La Loi*, 7 février 1910.

sera-ce le fournisseur qui assumera la responsabilité de la défense ? et nous retombons dans la thèse de la Cour, à savoir que celui qui n'a pas été appelé à l'expertise ne doit pas la connaître.

M. Chesney propose un système autre ; le Tribunal ou la Cour pourrait en vertu de son pouvoir discrétionnaire nommer un expert et proposer à l'inculpé l'expertise contradictoire. Libérés des dispositions du Règlement du 31 juillet 1906, ils pourraient prendre selon les espèces qui leur seraient soumises telles dispositions qui leur plairaient, laissant toujours, bien entendu, à l'expertise son caractère contradictoire.

Et puis, dernière raison, le Tribunal n'est pas lié par le rapport des experts qu'il peut adopter ou discuter ; on voit tous les jours des Tribunaux rendre des jugements en adoptant une thèse contraire à celle qu'ont proposée les experts.

Il peut se faire aussi qu'il y ait plusieurs inculpés considérés comme coauteurs du délit, ou encore deux associés poursuivis ; à eux de s'arranger pour leur défense, ils ne peuvent désigner qu'un expert.

La seule chose qui est exigée de l'expertise c'est qu'elle soit contradictoire (1), et cela se conçoit ; le but de l'expertise étant de déterminer la fraude, le Juge d'instruction ou le Tribunal peuvent alors faire la part des responsabilités.

(1) Cass. crim., DALLOZ, 1909-1-78.

Nous avons vu que les experts répondaient aux dires formulés par l'inculpé, mais ils ne peuvent examiner que les questions techniques et non les questions de droit. « S'ils se prononcent sur les questions de droit, ils dépassent la limite de leur mandat purement technique et il n'y a pas à tenir compte des conclusions juridiques qu'ils ont formulées (1). »

Il peut se faire que les deux experts en discutant ne soient pas d'accord : ils peuvent alors choisir un tiers expert qui servira d'arbitre entre eux. Il peut être désigné hors des listes officielles ; s'ils ne sont pas d'accord pour la désignation, c'est le Président du Tribunal qui le nomme sur requête (2).

Cet expert selon la difficulté à résoudre peut être un chimiste ou un dégustateur (3) ; s'il s'agit d'analyse, un chimiste est tout indiqué ; s'il s'agit d'examiner les qualités organoleptiques du produit qui échappent à la chimie, on a recours au dégustateur.

L'expertise contradictoire est certainement la meilleure institution de cette loi, elle ne présente plus les mêmes inconvénients que l'analyse administrative. Ce n'est plus ce jeu de cache-cache, où, se trouvant devant un litre contenant quelque chose, l'analyste doit trouver un produit falsifié.

(1) Circulaire du 30 septembre 1908.

(2) Décret du 31 juillet 1906, article 20.

(3) Décret du 31 juillet 1906, article 21.

Disposant de peu de temps et forcé de choisir une méthode qui lui est imposée, il doit déclarer non marchand tout produit qui ne répond pas à la donnée mathématique qu'il en a. La seule préoccupation de cet opérateur, c'est une question de chiffres, une marchandise est pour lui un composite d'éléments simples fusionnés ensemble d'après des rapports et d'après des règles immuables. L'expert s'efforce de se rendre compte de la falsification, il replace l'échantillon dans le milieu qu'il occupait avant le prélèvement, il raisonne. Pour lui, la marchandise est un produit animal ou végétal susceptible de variations ou plutôt d'oscillations, il étudie la façon dont ses éléments voisinent et pourquoi ils ne sont pas toujours dans le même rapport. L'expert a tout son temps, ses méthodes d'analyse ne dépendent que de lui seul, il collabore à l'œuvre de la justice.

CONCLUSION

Appréciation. Critique de la loi du 1^{er} août 1905.

Voici donc succinctement étudiée cette loi sur la Répression des fraudes alimentaires, qui mit dix ans pour voir le jour et qui, depuis plus de cinq ans qu'elle existe, n'est pas encore complète, laissant Tribunaux et experts dans le plus angoissant embarras.

Sa conception est un des problèmes les plus difficiles à résoudre : deux intérêts majeurs s'agitent autour d'elle, qui menacent d'entrer en conflit ; tous deux ils ont droit à toute la sollicitude d'un législateur épris de justice, d'une part l'intérêt du commerçant et l'honneur de sa maison qu'on ne peut sacrifier à la légère, de l'autre l'hygiène publique, la santé des citoyens sur laquelle l'Etat doit veiller jalousement.

Cette loi, comme presque toutes les lois étrangères sur cette matière, repose sur les pouvoirs conférés à l'Administration par l'article 10 du Code d'instruction crimi-

nelle, déjà tant discuté ; avant que la justice n'intervienne, nous assistons à toute une procédure spéciale exercée par l'autorité préfectorale, par l'Administration : procédure impossible à contrôler et qui présente de nombreuses difficultés.

Mettre dans la main de l'autorité préfectorale le soin de prélever, c'est laisser à la politique une trop large part à laquelle elle n'a pas droit, et aussi c'est faire pratiquer des actes très graves par des auteurs qui ne peuvent pas en encourir la responsabilité.

Qu'advierait-il si le Préfet, agent d'exécution, oubliait de faire effectuer un prélèvement chez un quelconque des négociants du Département aux destinées duquel il préside ?

Qu'advierait-il si, usant de son pouvoir souverain et incontrôlable, le Préfet, agent de transmission, n'envoyait pas au Parquet le rapport des analystes du laboratoire dénonçant la fraude ?

Absolument rien, les actes du Préfet échappent à toute analyse et à tout examen, il n'en faut pas plus pour inaugurer le régime du bon plaisir : il faudrait pourtant que la loi soit égale pour tous, il faudrait que le fraudeur ne puisse passer au travers du filet dont les mailles l'enserrent.

Le même Parlement, qui est l'auteur de la loi du 1^{er} août 1905, quinze jours auparavant, votait une loi, le 14 juillet, dite loi d'assistance aux vieillards et aux incu-

rables. L'Etat tutélaire aide de ses deniers les vaincus de la vie ; une liste de ces assistés est dressée tous les trois mois par les soins de la commune ; cette liste est publique, chaque contribuable peut la consulter, formuler ses griefs, constater si la répartition est faite équitablement, et ceci pour épargner à cette œuvre d'altruisme toute suspicion : on ne voulait pas qu'il fût dit que seuls les amis politiques et les électeurs du Maire étaient favorisés, on n'a pas craint d'élever ce pilori de la misère. Il n'y a aucune raison pour exiger l'anonymat des échantillons dans la répression des fraudes alimentaires, puisque le prélèvement se fait en dehors de tout soupçon de fraude et qu'il doit être considéré ni plus ni moins qu'un « inconvénient du métier ».

Pourquoi la loi du 4^{er} août 1905 qui accepte le secours en argent et en personnel des Syndicats, complétée par la loi du 29 juin 1907 qui leur donne le droit de constituer partie civile dans les procès intentés par le ministère public contre les fraudeurs, pourquoi ces mêmes lois ne contiendraient-elles pas une disposition accordant aux mêmes Syndicats le droit de constater comment les prélèvements ont été faits et si la procédure administrative a été communiquée au Parquet ; ce serait leur permettre de continuer l'œuvre qu'ils ont si bien commencée.

Et puis ces règles étroites du prélèvement, du rapport des agents, de la transmission au laboratoire et de l'envoi au Parquet sont tellement compliquées qu'elles

fourmillent de nullités, dès lors quoi de plus facile que d'en provoquer ; quelques intelligences dans la place, et ce luxe de précautions devient inutile.

Le décret de juillet 1906 prescrit de prélever quatre échantillons ; les voilà au dépôt de la Préfecture, dûment scellés avec leur talon et leur volant. Un litre est bien vite cassé. L'expertise contradictoire devient impossible, le prévenu échappe. Si le volant reste attaché au talon et est transmis au laboratoire avec lui, l'échantillon n'est plus anonyme, cas de nullité ! Il est arrivé que de cette façon un viticulteur du Midi, qui pour être un grand artiste n'en était pas moins un grand fraudeur, échappa à la juste sanction que ses manœuvres lui avaient méritée. Des prélèvements furent faits chez lui, le produit est déclaré non marchand, d'où inculpation. Il demanda l'expertise contradictoire : entre temps, un des quatre litres contenant du vin prélevé chez lui se cassa on n'a jamais su comment ; tenace, le Juge d'instruction ordonna aux experts de partager le seul échantillon restant. Le litre, seule pièce servant de base au procès, fut transmis du Parquet de la ville où avait été effectué le prélèvement à Paris où étaient les experts, l'inculpé habitant cette ville, qui était aussi le lieu de la mise en vente. En ouvrant la caisse qui avait contenu cet échantillon, les experts trouvèrent des morceaux de verre entourés de sciure de bois répandant une forte odeur de vin ; faute de preuves, le prévenu bénéficia d'un non-lieu.

Les minuties de cette procédure sont telles qu'il faudrait faire l'éducation des agents chargés d'effectuer les prélèvements de comparaison. Le Juge chargé d'instruire une affaire de falsification, commet rogatoirement le plus souvent le Juge de paix du canton où habite le vigneron qui a fourni la marchandise incriminée ; celui-ci subdélègue ses pouvoirs au gendarme qui, interprétant mal sa consigne, bouleverse tout le monde, prélève quatre échantillons de quatre fûts différents et, fier de son exploit, envoie le tout au Juge d'instruction. Le prélèvement est nul, il est à recommencer, mais le marchand de vins en gros est averti, son attention est maintenant en éveil, il sera difficile, presque impossible de le prendre.

Les prélèvements ne sont, à notre avis, pas assez discrets ; l'uniforme des gendarmes attire l'attention et leurs bottes résonnent désagréablement dans les celliers des vignerons ou dans les étables des nourrisseurs ; leur besogne n'est pas la chasse aux fraudeurs et falsificateurs de produits alimentaires, ils sont réservés pour les voleurs de grands chemins. On a créé les inspecteurs de la Répression des fraudes, dont nous avons parlé souvent au cours de cette thèse, pourquoi ne leur donnerait-on pas commission rogatoire à eux, plutôt que de confier leur mission à des comparses qui n'ont pas l'expérience ou le tact nécessaires pour opérer cette besogne délicate.

Malgré les règles sévères, rigoureusement spécifiées par le décret de juillet 1906, indiquant les laps de temps

impartis soit aux Préfets pour transmettre au laboratoire, soit au laboratoire pour déposer son rapport, rarement on voit un prélèvement effectué dans des conditions normales. Autant de cas de nullité qui devraient pouvoir être soulevés avec chance de succès. Cette lenteur a encore le grand inconvénient de fausser l'analyse des laboratoires et de rendre quelquefois impossible l'examen des experts. Les produits incriminés peuvent ne pas se conserver facilement. On prend bien nombre de précautions ; il est prescrit de mettre des pastilles de bi-chromate dans les échantillons de lait prélevé, mais les antiseptiques ne le conservent pas indéfiniment : au bout de deux mois, ce lait est une bouillie et l'expertise contradictoire devient impossible. Un fraudeur bien conseillé peut de cette façon éviter la correctionnelle : il emploie quelques moyens dilatoires, il « file du câble », il demande l'expertise contradictoire, mais ne se presse pas pour désigner son expert et il est sauvé.

D'autre part, il est à remarquer que seuls demandent l'expertise contradictoire les revendeurs de deuxième main. Les fabricants, plutôt falsificateurs que fraudeurs, ne demandent pour ainsi dire jamais cette mesure d'instruction ; ils tirent de cette abstention beaucoup d'avantages : comme ils sont certains d'être condamnés, et partant, obligés d'assumer le paiement des frais de justice, ils réalisent un bénéfice notable en avouant et en se laissant condamner. De plus, lorsqu'ils paraissent

devant le Tribunal correctionnel, ils font leur *med culpa*, se donnent l'air de petits saints pleins de repentir, promettaient au besoin de ne plus recommencer et se concilient l'indulgence du Tribunal qui croit avoir devant lui un coupable repentant, et ils s'en tirent avec une amende qui n'est rien auprès des bénéfices qu'ils ont réalisés grâce à leur « truc ».

Ce truc, ce système spécial, ce tour de main qui font d'eux des falsificateurs accomplis, reste secret, personne n'arrive à le découvrir, pas plus l'analyste, puisque telle n'est pas sa mission, que l'expert, puisque son intervention n'est pas requise. Le condamné d'hier, ayant acquitté son amende, retourne à son officine et continue en paix son trafic comme par le passé.

Dernièrement, un marchand de beurre qui, en dépit de la loi du 16 avril 1897, additionnait son beurre d'un antiseptique, était poursuivi devant le tribunal correctionnel ; il avoua avoir contrevenu à la loi en ajoutant à son beurre un antiseptique, mais il se garda bien de dire lequel. Pour faire cesser cet état de choses, il fallut l'intervention d'un de ses concurrents qui fit analyser des échantillons de beurre prélevés par lui-même ; les experts trouvèrent, après bien des recherches, de quel acide il s'agissait.

C'est pourquoi il faudrait, comme le demandait à la Chambre des députés l'honorable M. Fleurent, qu'avant l'expertise contradictoire il y eut une expertise officieuse

du Parquet, non seulement pour contrôler les rapports des opérateurs du laboratoire, mais encore pour le tenir au courant des différents systèmes employés par les falsificateurs. Les rapports dressés par ces experts seraient des renseignements précieux qui aideraient puissamment les comités consultatifs chargés d'élaborer les règlements d'administration publique.

Puisque nous en sommes aux règlements d'administration publique, disons en passant qu'ils sont tout à fait insuffisants. Beaucoup de points qu'ils devaient éclaircir sont encore dans l'obscurité ; de ce fait, les agents du service de la répression des fraudes manquent d'instructions et, dans le doute, il arrive aux Parquets de poursuivre tout à fait à tort.

Un industriel fut inculpé, il n'y a pas longtemps, de fabrication et mise en vente de chocolat au miel falsifié ; sûr de sa bonne foi et de son bon droit, il demanda l'expertise contradictoire. Les experts, après avoir pris connaissance du dossier, s'être entourés de tous renseignements utiles, poussèrent le scrupule jusqu'à visiter des usines fabriquant des produits similaires, furent obligés de conclure au relaxe et établirent le fait suivant : Le chocolat au miel n'est pas, comme on serait tenté de le croire, et comme le croyaient les analystes, du chocolat dans lequel le sucre est remplacé par la sécrétion des abeilles. La composition chimique de ces deux produits est telle qu'ils ne peuvent s'agglutiner, se mélanger dans

une proportion suffisante pour faire du chocolat. Le chocolat au miel est donc un produit contenant du sucre et dans lequel le miel n'intervient que comme aromate, à raison de 3 % environ, comme la vanille ou le safran dans la pâtisserie.

L'exemple du chocolat au miel, choisi entre mille, n'est pas le seul ; beaucoup de produits restent encore à définir. Il faudrait hâter la rédaction des règlements, car tant que nous ne les aurons pas, l'œuvre de la justice sera incomplète. Puisque les règlements entendent, à côté du Codex de la pharmacie, placer le Codex de l'alimentation et qu'ils ont commencé à imposer aux aliments qu'on nous offre une composition déterminée d'avance, il importe qu'ils achèvent leur nomenclature et cataloguent au plus tôt tous les produits.

A ces règlements doivent correspondre les instructions très complètes données aux laboratoires. Nous avons vu au début de 1906 un laboratoire, et non des moindres, refuser de conclure dans toutes les affaires qui lui étaient envoyées, sous prétexte qu'il manquait d'instructions et qu'il ne voulait pas prendre sur lui de faire condamner des citoyens qui auraient pu être innocents ou coupables selon l'orientation des instructions qu'il attendait.

Mais la plus grosse lacune de la loi n'est pas là : protecteur de l'hygiène publique, l'Etat doit prendre toutes les précautions les plus efficaces pour garantir celle-ci des manœuvres criminelles de certains falsificateurs.

Qu'un commerçant mette outrageusement de l'eau dans le vin qu'il débite, cela ne nuit à la santé de personne, quoique ce soit un abus de confiance. Mais que le même individu, pour donner du ton, du montant à un vin, l'additionne d'acide sulfurique, voici qui est plus grave, car vendre de cette boisson c'est exposer les acheteurs aux maladies d'estomac et d'intestin les plus graves ; il y a donc une extrême urgence à en empêcher la vente.

Il faudrait que nos agents de prélèvement aient, comme leurs collègues belges, le pouvoir de retirer du commerce toute marchandise dont l'examen leur paraîtrait suspect. Pour cela, point n'est besoin de s'emparer du produit et d'ameuter les voisins en en opérant le déménagement ; il suffirait, s'il s'agit de vin, par exemple, de mesurer la quantité du liquide supposé nocif, d'apposer sur le contenant le cachet du Service. Le propriétaire serait constitué séquestre tout comme s'il s'agissait de meubles saisis à la requête d'un particulier, avec obligation de représenter cette marchandise intacte lorsque les résultats de l'analyse seraient connus ; alors, si le vin n'est pas nuisible à la santé, le séquestre serait levé ; dans le cas contraire, on attendrait que le jugement condamnant le prévenu permît de répandre ce vin mauvais et on ajouterait à la loi un article expliquant que le commerçant qui aurait disposé du produit ainsi séquestré serait *ipso facto* condamné au maximum des peines édictées

par la loi, c'est-à-dire à deux ans de prison et 5.000 fr. d'amende.

Mais pourquoi tout cet arsenal de lois compliquées de règlements ; le rôle de l'État devient chaque jour plus complexe, ses attributions grandissent perpétuellement et nous marchons à grands pas vers le socialisme de la chaire, vers un État tutélaire dont avant peu nous ne pourrons plus nous passer. Il est évident que, soucieuse de la santé publique, la police doit veiller sur l'hygiène de ses membres et les garantir contre les empoisonneurs peu scrupuleux.

Il faut laisser jouer un peu cette loi de la concurrence, un système préventif est meilleur qu'un système répressif. Si tel fournisseur ne satisfait pas son entourage, s'il vend des produits vieux ou falsifiés, ses clients l'abandonneront pour passer chez un négociant plus scrupuleux et plus honnête. Si le charbonnier oublie qu'un sac de charbon de 50 kilogs doit peser ce poids en charbon, il apprendra, à son détriment, à avoir une compréhension plus juste des droits d'autrui.

Le meilleur moyen d'entraver la fraude, c'est d'éduquer le public, de le mettre en garde ; mais ce qu'il faut encore, c'est instruire le marchand, le négociant et lui faire comprendre que son intérêt est d'être honnête. Encourager les Syndicats, non pas à se porter partie civile contre un malheureux que le désir du lucre aura poussé à commettre des indécatesses, mais à l'aider, à

lui prouver que son avantage et celui de tous ses confrères consiste à vendre des produits irréprochables.

Nous avons vu plus haut les résultats excellents obtenus par le système du Contrôle officiel des beurres hollandais, par le Syndicat national de la bière pure d'orge et de houblon ; ces institutions sont malheureusement trop rares en France, ces cartells entre fabricants doivent être encouragés : c'est à cela que tendront les efforts de l'Etat.

Avec cette loi sur la Répression des fraudes alimentaires, nous avons un monument juridique bien établi, sans doute, qui, à côté de quelques lacunes, présente de grands avantages, mais qui est tout à fait inopérant et ne réalise pas le but que les législateurs ont cherché.

En la considérant, nous pouvons nous écrier avec le renard du fabuliste Esope qui se trouvait en face d'une statue magnifique : « La jolie tête, mais elle n'a pas de cervelle ! »

Vu et approuvé :

Le Président,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS. — Place de la loi de 1905 dans la répression des fraudes	1

PREMIÈRE PARTIE

La phase administrative.

CHAPITRE I. — Le Prélèvement.. . . .	19
§ I. — Qui peut prélever	22
§ II. — Où peut-on prélever.....	32
§ III. — Comment doit-on prélever.....	35
§ IV. — Du refus de laisser prélever.....	50
CHAPITRE II. — L'analyse.....	55
§ I. — Les laboratoires	56
§ II. — L'analyse en tant que moyen d'investigation.	62

DEUXIÈME PARTIE

La phase judiciaire.

CHAPITRE I. — Transmission du dossier au Parquet....	79
§ I. — Le classement sans suite.....	80
§ II. — Le flagrant délit.....	82
§ III. — La citation directe....	84
§ IV. — L'instruction.....	86
CHAPITRE II. — Les parties civiles.....	88
§ I. — Les syndicats.....	88
§ II. — La régie et l'octroi.....	99
CHAPITRE III. — L'expertise contradictoire.....	103
CONCLUSION. — Critique de la loi du 1 ^{er} août 1905.....	117

BIBLIOGRAPHIE

- Annales des falsifications.
Annuaire de Législation étrangère.
DE BORSSAT. — Législation nouvelle des fraudes et falsifications.
Compte-rendu du Congrès international de Genève pour la répression des fraudes alimentaires.
COURCELLE ET RICARD. — Traité des fraudes.
DESCLOZEAUX. — Répression des fraudes.
Dictionnaire de l'Épicerie.
FRAISSE. — Répression des fraudes.
GARRAUD. — Droit pénal.
GOSSET. — De la fraude dans la vente des marchandises.
LARNAUDE. — Les fraudes.
LEMERCIER. — Manuel élémentaire sur la répression des fraudes alimentaires.
LE POITTEVIN. — Dictionnaire formulaire des Parquets.
LHEUREUX. — Les syndicats en viticulture.
MILLION. — Traité des fraudes.
MONIER, CHESNEY ET ROUX. — Traité théorique et pratique sur les fraudes et falsifications.
NAST. — Fraudes commerciales.
ROBÉ. — Falsification des denrées alimentaires.
TOUBEAU. — La répression des fraudes des produits alimentaires.

Pandectes françaises.
Dalloz.
Sirey.
Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux.
La Loi.
Le Droit.
Le Journal officiel.
L'Eclair.
Le Correspondant.
Le Cosmos.
Compte-rendu du 3^e Congrès de Laiterie.
Le Journal.
Le journal de l'Épicerie française.
L'Épicier.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Abattoirs, 33.
Analyse, 35, 55 et s.
Anonymat, 45.
Agents des départements, 22, 24.
Agents belges, 31.
Agents de l'ordre administratif, 4, 24, 27, 52.
Agents de l'octroi, 23.
Agents des syndicats, 10, 25.
Allemagne, 21.
Appariteurs, 26.
Ateliers, 33.
Autriche, 21, 36.

B

Belgique, 21, 31, 36, 45, 47, 49, 54, 76.
Beurres, 6, 7.
Bonne foi, 84.
Boutiques, 32.

C

Chemins de fer, 23.
Circulaire du 23 août 1906, 99.
Circulaire du 26 février 1907, 43, 74.
Circulaire du 12 mars 1907, 36, 47.

Circulaire du 19 novembre 1907, 60, 64.
Circulaire du 14 janvier 1908, 43, 45.
Circulaire du 30 septembre 1908, 81, 84, 87, 101.
Citation directe, 17, 84 et s.
Classement sans suite, 80.
Coiffeurs, 30.
Commissaires de police, 23, 25, 29, 53.
Commission permanente, 55, 58.
Communes, 25, 58.
Compétence territoriale, 26, 61.
Contributions indirectes, 23, 99.
Congrès de Genève, 14.
Congrès de Paris, 14.
Contre expert, 35.
Confiscation, 32, 126.
Contrôle des beurres hollandais, 91.

D

Décret du 15 avril 1813, 62.
Décret du 3 septembre 1907, 70.
Décret portugais du 17 décembre 1903, 77.

Dégustateurs, 63.
Départements, 24, 60.
Dosage des engrais, 7.
Douanes, 23.

E

Eaux minérales, 29.
Echantillons, 36, 41.
Engrais, 7.
Entrepôts, 33.
Epiciers, 29.
Expert, 35, 103 et s.
Expertise contradictoire, 35,
103 et s.
Etats-Unis, 32, 48.

F

Falsification, 13, 14.
Flagrant délit, 29, 82.
Fraude, 16 et s.

G

Gares, 33.
Grande-Bretagne, 20, 41.

H

Halles, 33.
Herboristes, 21, 29.
Huissier, 30.
Hygiène, 23.

I

Instruction, 86.
Inspecteurs des halles, 23.
Inspecteurs de la répression
des fraudes, 28.

J

Jouets, 29.

L

Laboratoire, 21, 57, 61.
Lettre du Ministre au Préfet de
l'Hérault, 25.
Loi du 18 juin 1811, 100.
Loi du 27 mai 1851, 3.
Loi du 2 août 1872, 84.
Loi du 21 mars 1884, 89, 91.
Loi du 4 février 1888, 8, 59.
Loi du 16 avril 1897, 6, 20.
Loi du 14 août 1899, 5.
Loi de finances du 30 mars 1902,
8.
Loi du 29 juin 1907, 73.
Loi allemande du 14 mai 1879,
21.
Loi anglaise du 11 août 1875,
20.
Loi américaine du 30 juin 1906,
32, 48.
Loi autrichienne du 16 jan-
vier 1898, 21, 36.
Loi belge du 4 août 1890, 21, 31,
36, 45, 47, 49, 54, 76.
Loi suisse du 8 décembre 1905,
29, 32, 34, 36, 47, 54, 61, 76, 103.
Livre du laboratoire, 61.

M

Magasins, 33.
Maires, 26.
Marchés, 33.

N

Nombre des échantillons, 35.
Nullités, 37.

O

Ordonnance du Préfet de police,
15 juillet 1910, 28, 49.
Octroi, 99.

P

Papiers, 29.
Parfumeurs, 29.
Partie civile, 88.
Parquet, *Cf.* Transmission du
dossier, 79.
Pharmaciens, 18, 29.
Polylactie, 66.
Ports, 24.
Portugal, 77.
Prélèvement, 19 et s.
Prélèvement de comparaison,
40.
Procès-verbal, 43.
Produits nuisibles, 33.
Préfets, 21, 23, 25.

R

Récépissé, 46.
Rébellion, 51.
Règlement d'administration pu-
blique, 7, 13, 22, 34.
— du 10 mai 1889, 8, 59.
— du 31 juillet 1906, 22, 23, 25,
35 et s., 43 et s., 113 et s.
Régie, 99.

Remboursement, 46.
Résistance passive, 51.

S

Saccharine, 7.
Salle à manger, 29.
Scellé, 44.
Serment, 27.
Service de la répression des
fraudes, 24.
Suisse, 32, 34, 36, 47, 103.
Syndicat des producteurs de
l'arrondissement d'Avesnes,
10.
Syndicats, 88.
Syndicat national des bras-
seurs, 89.

T

Tiers expert, 35, 115.
Transmission au laboratoire,
49.
Transmission au Parquet, 79.

U

Ustensiles de cuisine, 29.

V

Vétérinaires sanitaires, 23.
Volant, 44.
Voitures, 33.
Viande, 82.
Vin, 5, 6, 70, 71.
Vin de sucre, 6.
Vin de raisins secs, 6.
Vins plâtrés, 7.

